Haïti en Marche

Haïti en Marche édition du 25 au 31 Mai 2005 Vol. XIX No. 17

L'internationalisation de l'affaire Neptune

NEPTUNE VISITE PAR ANDREW YOUNG, JAMES FOLEY, KENDRICK MEEK, VALDES ET MODESTE

ANALYSE

PORT-AU-PRINCE, 21 Mai - On apprend que samedi l'ex-Premier ministre qui est emprisonné depuis bientôt une année a reçu la visite de Andrew Young, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU sous l'administration Carter. Young était accompagné de l'ambassadeur américain en Haïti, James B. Foley, ainsi que du chef de la Mission des Nations Unies en Haïti, Juan Gabriel Valdès.

M. Neptune a été visité aussi par le représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains en Haïti, l'ambassadeur Denneth Modeste.

Cela devait être la première rencontre de l'ambassadeur Foley avec Yvon Neptune depuis que ce dernier est entré en prison en juin 2004, accusé par le gouvernement intérimaire dirigé par le Premier ministre Gérard Latortue d'avoir ordonné un massacre de partisans de l'opposion anti-Aristide en février 2004, peu avant la chute de ce dernier.

Alors que Jean-Bertrand Aristide laissait le pays dans un avion affrété par le gouvernement des Etats-Unis, l'ambassadeur Foley et celui qui était toujours premier ministre, Yvon Neptune, mettaient au point la transition avec la nomination du président de la Cour de cassation, Boniface Alexandre, comme chef de l'Etat, un Premier ministre Gérard Latortue et son gouvernement, et un Conseil des sages pour assister le pouvoir de ses conseils.

La semaine dernière, c'est le congressman de Floride, Kendrick Meek (Démocrate de Miami) qui visitait l'ex-premier ministre Lavalas dans l'annexe du Pénitencier national, dans un quartier résidentiel de la capitale haïtienne, où il est détenu.

Meek a soulevé ce que des observateurs haïtiens ont interprété comme la menace d'une suspension de l'aide internationale si le dossier Neptune n'était pas résolu.

(voir Affaire Neptune / 4)

ACCORD POUR SUSPENDRE RAPATRIEMENTS HAITIENS

3.000 Déportations en 1 semaine

P. 6

Les chanceliers haïtien et dominicain Hérard Abraham et Morales Troncoso AP

Reprise du dédommagement des victimes de coopératives

P. 8

Manifestation de sociétaires membres de la Conasovic photo Georges Dupé

Partisans Lavalas appellent à la libération des prisonniers politiques et au retour du président exilé Aristide

Plusieurs milliers de manifestants appellent le 18 Mai au retour du président en exil J.B. Aristide AP

Fonds Verrettes, un an après ... Promesses non tenues

P. 8

Mort de Dominique Levanti

PORT-AU-PRINCE, 22 Mai - Dominique Levanti, correspondant de l'AFP en Haïti depuis 34 ans, est décédé samedi à Jacmel (sud) à l'âge de 64 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris auprès de sa famille.

Personnalité estimée en Haïti, Dominique Levanti, Corse d'origine parlant créole, espagnol et anglais, a témoigné en 34 ans d'une actualité mouvementée dans ce petit pays des Caraïbes, secoué par plusieurs coups d'Etat sanglants.

Tatillon pour la précision de ses informations, il était aussi extrêmement prudent dans l'exercice souvent périlleux de son métier.

Proche des petites gens et généreux, "Dodo" faisait preuve en toute occasion d'un grand respect pour ses interlocuteurs, qu'il s'agisse d'une mendiante ou d'un ambassadeur. Modeste et humble, féru d'histoire,

(voir Levanti / 2)

Haïti en Marche

Port-au-Prince
100 Avenue Lamartinière au Bois Verna
Tél: 221-8596 ou 245-1910
Fax 221 1323

Miami
173 NW 94th Street
Miami, Florida 33150
Tél.: 305 754-0705 / 754-7543
Fax 305 756-0979
New York 914-358-7559
Boston 508 941 6897
Montréal 514 337 1286
e-mail:
pub@haitienmarche.com

URL: www.haitienmarche.com

EDITORIAL

Haïti: un pays de clones!

PORT-AU-PRINCE, 23 Mai - Le mercredi 18 mai dernier, les élèves des écoles de Miami desservant la communauté haïtienne arboraient fièrement les couleurs du drapeau national.

D'abord nous fûmes interloqués en voyant, au long du Biscayne Boulevard, de jeunes noirs rentrant chez eux enroulés encore dans le bicolore haïtien. Voilà, nous avions tout simplement oublié que c'était la fête du drapeau haïtien. Notre drapeau.

En effet, on voit depuis plusieurs années notre drapeau plus respecté en diaspora qu'au pays natal.

Qui plus est, Haïti revêt aujourd'hui, en est venu à revêtir aujourd'hui plus de signification à l'extérieur.

Et si cela continue, pour reprendre un titre bien connu, Haïti n'existera plus ... qu'à l'étranger.

Comme des potaches étudiant la Grèce antique, les jeunes Camérounais ou Ivoiriens se rappelleront qu'il était une fois la première république noire du monde ...

Comment le jeune haïtien peut-il célébrer avec foi son drapeau quand il n'en sait même pas les couleurs? Bleu et rouge, ou noir et rouge, comme on l'a voulu en novembre 2002 lors d'un certain congrès de l'opposition anti-Aristide au Cap-haïtien?

200 ans après, nous n'arrivons toujours pas à nous départager sur une question aussi simple, mais si emblématique ...

Aux Etats-Unis, l'ancien sud confédéré sort occasionnellement son drapeau d'avant sa défaite à la guerre de Sécession, mais pas plus que les ressortissants haïtiens le leur lorsqu'ils célèbrent le pays natal.

Au Venezuela, les pro et anti-Chavez ne défilent-ils pas sous les mêmes couleurs nationales ...

Mieux encore, les anti-castristes de Miami ne sont pas moins fiers de leur drapeau ou de Jose Marti; surtout pas question d'en laisser le monopole à Castro.

Quelques arpents boucannés ...

Quel est donc le problème avec nous les haïtiens qu'on n'arrive même pas à s'entendre sur les couleurs qui nous ont donné notre indépendance il y a 200 ans?

Justement, parlons en de ces 200 ans, parlons-en du Bicentenaire de l'indépendance.

Pas étonnant que les choses se soient passées ainsi ...

Pour prendre un exemple, la génération à laquelle nous appartenons, vivons sur les souvenirs, pardon sur les restes, sur les ruines de la célébration du bicentenaire de la fondation de la ville de Port-au-Prince en 1954 ...

La Cité de l'exposition, Lumane Casimir, Ti Roro, le Jazz des jeunes, la Fontaine lumineuse etc.

Par contre, que garderont les générations présentes et futures du Bicentenaire de l'indépendance l'année écoulée, de ce qui devait être l'an de grâce 2004?

Que leur laissons-nous pour fortifier, pour justifier leur amour pour ce coin de terre? Quelques arpents boucannés de misère plus noire que nature ...

Haïti n'existe pas! Ou alors en Afrique du Sud, comme premier champion de l'anti-apartheid, le martyr de la diaspora africaine.

Ou, sur un autre registre, plus près du Paris de De Villepin: comme repoussoir (ex. récente semaine Haïti-Afrique au Cameroun), un glossaire de toutes les erreurs à ne pas commettre.

En deux temps trois mouvements ...

Et que vaut un pays qui se laisse aussi abimer son image? ... Pourquoi TV 5 ne nous inscrit-elle pas dans ses petits promos touristiques avant le journal: la Citadelle, la plage de Port-Salut, les flamands roses du Lac Azuei ou de la baie des Baradères, l'embouchure de la Grande Anse etc. Ce n'est pas rien.

En effet, pendant que les nations riches nous prêchent la globalisation, jamais on ne les avait vu aussi soucieuses de leur "exception culturelle." Comme aujourd'hui la France du NON au référendum sur la Constitution européenne.

Haïti n'existe pas! Ou alors, un bled même pas digne de figurer sur la carte. Ou comme le disait Hitler: "un futur parc pour nos chevaux."

C'est le même sort qu'un confrère prédisait pour l'île de la Navase si jamais les Américains la restituaient à Haïti.

C'est vrai. En deux temps trois mouvements, nous aurions détruit tout ce que le National Geographic considère comme la plus précieuse réserve de la flore et de la faune du continent avant l'arrivée de Christophe Colomb.

Mais est-ce une raison pour le crier sur les toits!

Comme si de rien n'était ...

Ce sont de ces opinions soi-disant rationnelles, pragmatiques, objectives qui alimentent la pensée unique, et qu'est-ce que la pensée unique sinon à quoi bon penser quand il y a des spécialistes qui pensent pour nous, des gens dont c'est le métier qui le font pour nous. Un pays de clones.

Sans mémoire, sans modèle et sans référence. Un peuple qui s'est vu priver de la célébration du bicentenaire de son indépendance, pensez-y, le rêve de toute une vie (c'est en 1976 la fameuse régate sur la rivière Hudson dans la baie de New York, avec les plus beaux voiliers de l'Histoire, à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance américaine; c'est en 1989 le défilé de Gould sur les Champs Elizées avec une plus que majestueuse Jessie Norman chantant la Marseillaise), un peuple qui a raté ça, de quoi peut-il encore se réclamer, à quoi se référer, quel modèle laissons-nous pour nous et pour nos enfants. Que nous reste-il pour nous guider?

(voir Editorial / 7)

Décès de Dominique Levanti, correspondant de l'AFP en Haïti depuis 34 ans

(*Levanti* **... suite de la 1ère page)**

il connaissait tout le monde en Haïti, un pays qui n'avait pas de secrets pour lui.

Dominique Levanti avait débuté comme pigiste à l'AFP en 1971. Il en était devenu le correspondant permanent en 1979, quelques années avant l'effondrement de la dictature de la dynastie Duvalier, début de grands bouleversements pour Haïti.

Sa passion n'était pas Port-au-Prince, capitale polluée, mais le bord de mer des environs de Jacmel où il partait "décompresser" le week-end. Il laisse une femme, Anne, et une petite fille, Cardalena.

Deux policiers tués au Bel-Air lors d'affrontements au cours du week-end

Au moins 2 policiers ont été tués et d'autres grièvement blessés le week-end écoulé, lors d'une opération dans le quartier populaire du Bel-Air.
Au moins un habitant du Bel-Air a été également tué et un adolescent grièvement blessé.
Parmi les policiers abattus, on retrouve un agent du Corps spécialisé Swat Team du nom de Gabo St-Fort.
Tout aurait commencé quand des informations ont laissé entendre qu'un agent du CIMO, enlevé par des hommes armés, a été exécuté au Bel-Air.
Des collègues du policier seraient aussitôt partis prendre leur revanche, ce qui a donné lieu à des affrontements sanglants.
Le véhicule des policiers abandonné sur les lieux, a été incendié.

Affaire La Scierie: Le juge instructeur, Cluny Pierre Gilles, auditionne l'ancien député Lavalas, Amanus Mayette

23 mai 2005 -(AHP)- Le juge instructeur, Cluny Pierre Gilles, a entendu ce lundi, à St-Marc, l'ancien député Lavalas Amanus Mayette, dans le cadre du dossier de la Scierie.
L'ex-premier ministre Yvon Neptune qui devait lui aussi se présenter à St-Marc pour une audition, n'a pas fait le déplacement en raison des malaises causés par la grève de la faim qu'il observe depuis 33 jours pour exiger sa libération.
L'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies, Andrew Young, qui a visité M. Neptune en compagnie de l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, James B. Foley, a déclaré que son état de santé s'est nettement détérioré.
Andrew Young a invité les autorités intérimaires à trouver une solution dans le cadre de ce dossier.

Mort de Dominique Levanti

Un confrère s'en est allé. Il avait choisi Haïti comme pays d'adoption.
Il y a passé en tout 34 ans.
Dominique Levanti d'origine Corse était arrivé en Haïti au tout début des années 1970 et a été un témoin important des principaux événements politiques qui se sont déroulés dans le pays. Renseignant l'opinion publique tant nationale qu'internationale avec ses dépêches que certains accusaient de parti pris vis-à-vis du pouvoir Jean-Claudiste, Levanti fréquentait tous les milieux sociaux et avait acquis une solide connaissance du pays. Il a été le premier correspondant de presse étrangère accrédité en Haïti. Il laisse une épouse, Anne et une petite fille .

Andrew Young appelle les haïtiens à plus de tolérance et au partage pour arriver à résoudre les problèmes du pays

L'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies, Andrew Young, au cours de sa visite de quatre jours en Haïti a invité les Haïtiens à mieux répartir les richesses du pays en vue d'éliminer la misère dans laquelle croupit la majorité de la population. Le but officiel de sa visite en Haïti était de tenter de promouvoir le dossier du dialogue national.
L'Ambassadeur Andrew Young a rencontré plusieurs secteurs dont les autorités intérimaires, des responsables de partis politiques, des secteurs de la société civile et ceux du comité chargé de la réalisation dudit dialogue.

L'Ambassadeur Andrew Young rend visite à Neptune

Yvon Neptune a reçu samedi la visite de l'Ambassadeur Andrew Young à l'annexe de la prison nationale où il est incarcéré. Mr Young était accompagné de l'ambassadeur James B. Fowley, de Mr Juan Gabriel Valdes, le représentant du Secrétaire général de l'ONU et de Mr Denneth Modeste, représentant du Secrétaire général de l'OEA en Haïti. Rien n'a filtré de la teneur des entretiens que ces personnalités ont eus avec le prisonnier.

Gérard Latortue déclare accueilir avec enthousiame les propos d'Andrew Young relatifs à la tolérance et à la réconciliation

"C'est effectivement le plus grand problème que les haïtiens doivent résoudre pour permettre au pays de prendre les rails du développement", a reconnu Gérard Latortue qui avait accompagné Andrew Young à l'aéoport Toussaint Louverture.

Boniface Alexandre et la détention de Yvon Neptune

Selon le président par interim Boniface Alexandre, l'emprisonnement prolongé de M. Neptune n'a rien de politique. Il s'agit, a-t-il dit, d'un dossier purement judiciaire. Le gouvernement ne peut pas intervenir pour faire libérer Yvon Neptune. Seul le juge chargé de l'enquête peut prendre une telle décision. Le chef de cabinet de la présidence, Michel Brunache, avait récemment fait savoir que le Palais national ferait tout qui est en son pouvoir pour éviter que Yvon Neptune ne meure en prison. Près d'un an depuis sa détention, aucune charge n'a été encore officiellement retenue contre le détenu.

Il est impossible de réaliser de bonnes élections en 2005, selon le responsable des opérations électorales au CEP (???)

Le conseiller électoral Patrick Féquière a déclaré lundi qu'il est pratiquement impossible de réaliser les élections à partir d'octobre prochain dans le pays tel qu'initialement prévu.
"Ceux qui laissent entendre que l'organisation des élections est possible à cette date savent qu'il s'agit d'un voeu pieux", a indiqué M. Féquière qui est également responsable des opérations électorales au CEP.

Kofi Annan ìnquiet de la situation de violence en Haïti appelle à une enquête sérieuse sur les violations de droits de l'homme

M. Annan a fait part de ces inquiétudes dans le cadre d'un nouveau rapport rendu public vendredi sur la situation socio-politique d'Haïti. Le secrétaire général a appelé les autorités intérimaires à ouvrir une enquête sérieuse sur les graves violations des droits de l'homme commises dans les quartiers populaires et dans lesquelles la police est accusée d'implication.
Kofi Annan a proposé une augmentation d'au moins 1000 soldats et 275 policiers de la CIVPOL, de l'effectif militaire et policier de la MINUSTAH, à la veille des élections annoncées pour cette année, puisque, a-t-il dit, les actes de violence s'intensifieront à coup sûr.

Haïti : le Premier ministre défend le renforcement des policiers internationaux et l'arrivée de francophones

HPN, 23 Mai - Le Premier ministre Gérard Latortue a indiqué lundi qu'il appuyait la recommandation du secrétaire général des Nations unies de renforcer la force de l'Onu, précisant cependant qu'il aurait préféré l'arrivée de policiers et de francophones.
M. Latortue a appuyé lundi le renforcement des effectifs de la mission onusienne en Haïti, recommandé par Kofi Annan, ajoutant cependant qu'il aurait préféré une augmentation de l'effectif des policiers internationaux et l'arrivée d'éléments francophones, pour faciliter la communication avec la population locale.
" Aujourd'hui, il y a plus de militaires que de policiers. C'est la CivPol qui a besoin d'une augmentation ", a-t-il dit pour commencer, soulignant que ce qui doit être réalisé en Haïti " concerne davantage les policiers que les militaires. "
Deuxièmement, le Premier ministre a considéré comme un"'problème'" la pluralité linguistique de la mission onusienne. "' J'avais demandé au président Abdou Diouf [secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie], lors de sa visite en Haïti, de chercher à mobiliser des policiers francophones, capables de communiquer avec la population", a-t-il rappelé.
Enfin, le chef de la Villa d'Accueil a remarqué que" la Minustah a un double commandement [militaire et policier] +non intégré+."' Ce qui, selon lui, occasionnerait des dysfonctionnements au sein de la mission.
M. Latortue a annoncé que l'ambassadeur d'Haïti devrait attirer, mercredi, l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité d"'intégrer" les deux commandements de la Minustah pour une plus grande efficacité. Il devrait également lui recommander de déployer

(voir En bref / 18)

CARICOM

Haïti intégrera la Banque Caribéenne de Développement

Haïti rejoindra la Banque Caribéenne de Développement malgré sa suspension du bloc régional.

Haïti deviendra bientôt un membre de la Banque Caribéenne de Développement, qui donnera à ce pays le plus pauvre du continent accès à des prêts à taux d'intérêts plus bas, selon les officiels de Georgetown, Guyana, siège de la Communauté Caraïbe ou Caricom.

Compton Bourne, président de l'institution bancaire basée à Barbade, a déclaré mercredi dernier que Haïti a rempli la plupart des conditions pour devenir membre et que son intégration aura lieu dans quelques semaines.

L'admission d'Haïti à la Banque Caribéenne de Développement aura lieu malgré la suspension d'Haïti par la communauté de 15 membres (Caricom) qui a refusé de reconnaitre le gouvernement intérimaire mis en place avec l'assentiment des Etats-Unis après le renversement par la force du président Jean-Bertrand Aristide en février 2004.

"Nous avons toujours dit que nous continuerons à être engagés en Haïti pour des raisons humanitaires. Et c'est ce que nous faisons", a déclaré le premier ministre de St. Kitts, Denzil Douglas, durant la rencontre annuelle de la banque avec des banquiers, des ministres des finances et des économistes de la région.

Une commission sera envoyée à Port-au-Prince pour aider à préparer la demande d'admission d'Haïti, ainsi qu'un portefeuille de projets pouvant être financés par la Banque Caribéenne de Développement.

Cette institution qui a été établie en 1969, a déboursé $113 millions en prêts l'année dernière, une augmentation de 20 pour cent par rapport à l'année 2003. La banque dispose de parts d'actions s'élevant à $705 millions.

Le Trinidad et la Jamaïque sont les plus importants actionnaires avec 19.342 parts, tandis que la Grande Bretagne (pays non membre de la banque) détient 10.402 parts d'actions.

RAPATRIEMENTS

Situation difficile pour les déportés de la République dominicaine …

Des citoyens dominicains auraient aussi été harcelés dans le Nord d'Haïti

P. 6

SOMMAIRE

ANALYSE
Internationalisation de l'affaire Neptune p.1
PRESSE
Mort de Dominique Levanti p.1
POLITIQUE
Andrew Young visite Yvon Neptune et appelle les Haïtiens à plus de tolérance p.4
Latortue accuse certains secteurs de s'intéresser davantage à la vengeance qu'à une justice réelle p.4
Boniface Alexandre appelle au dialogue p.7
Partisans Lavalas appellent à la libération des prisonniers politiques p.1
Kofi Annan recommande un renforcement de la Minustah p.9
ECONOMIE & DEVELOPPEMENT
Haïti intégrera la Banque Caribéenne de Développement p.3
Les casques bleus vont exécuter des travaux d'infrastructure financés par la BID p.9
Quand la Chine s'éveille … p.12
EDITORIAL
Un pays de clones ! p.2
RAPATRIEMENTS MASSIFS
Haïti obtient une suspension des rapatriements p.6
Flambée de xénophobie anti-Haïtiens p.6
Gouvernement dominicain déplore p.6
18 MAI
Plusieurs milliers de partisans Lavalas manifestent p.7
18 Mai: Fête de l'Université p.8
DESASTRE ECOLOGIQUE
Un an après, à Fonds Verrettes et Mapou, on dort toujours à la belle étoile p.8
La conservation des ressources naturelles en vue de garantir la paix p.14
Pages retrouvées: Moreau de Saint-Méry p.16
SOCIETE
Reprise du processus de dédommagement des victimes de coopératives p.8
A la recherche de réponses au problème d'insécurité alimentaire p.8
Notre chaîne alimentaire serait-elle contaminée? p.9
POLITIQUE
Un an après le rapt… p.10
SPORTS
Tous les championnats p.15

LIVRES EN FOLIE

Une initiative

UNIBANK

Le Nouvelliste

Jeudi 26 mai
Cercle Bellevue, Bourdon

23, 24 et 25 mai
dans toutes les Succursales Régionales de la Unibank
et sur le www.Unibankhaiti.com

Nous serons des milliers à travers le pays et à l'étranger
à vivre ce grand partage des mots,
acteurs tous de cette grande fête de la générosité,
de cette célébration de la création.
Puissions-nous chacun y prendre notre part de rêve.

Unibank, au service de la Culture Nationale

Fiche d'Abonnement à Haïti en Marche

Nom

Adresse

Haïti	Gdes 250	Gdes 500	Livraison à domicile double tarif
Etats-Unis	US $ 40.00	US $ 78	
Canada	DC $ 42	DC $ 80	
Europe	US $ 70	US $ 135	
Amérique Latine	US $ 70	US $ 135	

6 Mois ☐

1 An ☐

L'internationalisation de l'affaire Neptune

(*Affaire Neptune* ... suite de la 1ère page)

Yvon Neptune réclame sa libération sans conditions. C'est dans ce but qu'il poursuit une grève de la faim depuis plus d'un mois.

Présumés gangsters abattus lors d'échanges de tirs avec les agents de l'ordre

Récemment son état avait été jugé assez inquiétant pour mobiliser une évacuation sanitaire d'urgence vers l'étranger. Mais c'est Neptune lui-même qui s'y opposa. Il ne partira pas tant qu'il n'aura pas été reconnu innocent de toutes les accusations soulevées contre lui par des secteurs proches du gouvernement intérimaire.

Auparavant encore, l'un des principaux responsables de la Mission de stabilisation de l'ONU en Haïti (Minustah), le fonctionnaire en charge des droits humains, Thierry Fagard, dénonçait comme "illégale" la détention préventive prolongée de l'ex-premier ministre, en épinglant au passage certains leaders de l'ex-opposition haïtienne qui veulent la mort en prison de M. Neptune alors que celui-ci n'a jamais été entendu par aucun tribunal.

S'ensuit une intervention dans le dossier du Secrétaire général a.i. de l'Organisation des Etats Américains (OEA), Luigi Einaudi, proposant la nomination d'une commission haïtiano-internationale de trois membres: un juriste haïtien, un juriste international et un expert légiste (puisqu'il serait question de cadavres disparus ou mangés par des animaux sauvages).

Manoeuvre de diversion ...

Mais pour toute réponse, la question se retrouva déplacée (manoeuvre de diversion bien de chez nous?). Soudain, on apprend en effet que la Cour de cassation a annulé le procès de Raboteau, jugement survenu en novembre 2000 et qui avait abouti à la condamnation à perpétuité de plus d'une trentaine de militaires et de paramilitaires sous l'accusation d'avoir assassiné en 1992 de nombreux partisans Lavalas dans une localité des Gonaïves (nord) nommée Raboteau.

Est-ce une forme de représailles contre l'opposition que fait l'international au projet du régime intérimaire de traduire en justice tous ces anciens dignitaires Lavalas (Neptune, l'ex-ministre de l'Intérieur Jocelerme Privert et autres)?

Mais l'international persiste et signe. Visite coup sur coup dans la cellule de Neptune du congressman et membre du Black Caucus, Kendrick Meek, qui aurait agité la menace d'une nouvelle suspension de l'assistance financière, et la même semaine de l'ex-Ambassadeur Andrew Young (très proche aussi du gouvernement sud-africain) accompagné (et c'est aussi significatif) de l'actuel ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, James Foley.

Dénonciation de l'immixion étrangère ...

Mais l'internationnalisation du dossier Yvon Neptune s'exerce aussi dans l'autre sens. Les secteurs haïtiens intéressés crient à l'immixion étrangère ...

Oyez la note de presse du Conseil des sages ...

"Ces dérives sont observées tant chez les autorités haïtiennes que chez certains partenaires étrangers, en particulier la Minustah (...) relayée par M. Luigi Einaudi ...".

"Au nom de quelle particularité ces principes ne seraient-ils pas applicables en Haïti, pour ceux-là mêmes qui clament vouloir aider à l'instauration d'un Etat de Droit démocratique?"

En un mot, toujours le vieux dicton haïtien: "etranje pa mele."

Par contre, lorsque récemment l'ambassadeur d'une des plus grandes ambassades étrangères chez nous, exprima publiquement sa fierté que les locaux de cette mission diplomatique aient servi à coordonner la lutte pour le renversement d'Aristide, il n'y a eu aucune protestation, mais que des applaudissements (!).

L'internationalisation du dossier Neptune, c'est aussi une plus importante couverture dans la presse étrangère. Dernier article en date, paru dans le Chicago Tribune, qui fait intervenir un missionnaire américain dans la région où aurait eu lieu ledit "massacre de La Scirie."

Une pile de 10 cadavres ...

Terry Snow, 40 ans, un missionnaire venu du Texas, aurait été témoin des événements qui ont eu lieu dans cette localité de Saint Marc le 11 février 2004.

Selon lui, les forces pro-Aristide (police nationale et partisans du groupe pro-Lavalas, Bale Wouze) sont arrivés en force. Leurs adversaires, ceux du Ramicos, ont été rapidement mis en déroute.

Alors commença le massacre, dit Terry Snow, qui aurait visité plus tard le quartier général du Ramicos. Il vit une pile de 10 cadavres.

"Je suis catégorique" a déclaré le missionnaire. "Il n'y a pas eu de bataille. S'il y avait eu échange entre individus armés, il n'y aurait pas eu cette sorte de massacre."

(voir Affaire Neptune / 5)

Etudiants manifestant le 11 mai contre la vie chère et l'insécurité AP

Andrew Young appelle les haïtiens à plus de tolérance et au partage

Port-au-Prince, 20 mai 2005 -(AHP)- L'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies, Andrew Young, bouclant samedi une visite de 4 jours en Haïti, a invité les Haïtiens à mieux répartir les richesses du pays en vue d'éliminer la misère dans laquelle croupit la majorité de la population.

Andrew Young, qui a séjourné au pays depuis le mercredi 18 mai pour tenter de promouvoir le dossier du dialogue national, a rencontré plusieurs secteurs dont les autorités intérimaires, des responsables de partis politiques, des secteurs de la société civile et un comité chargé justement de la réalisation du dialogue.

Lors d'un dîner/forum à l'hôtel Caribe Convention Center, Andrew Yong a appelé les haïtiens à suivre l'exemple de beaucoup d'autres pays, dont l'Afrique du Sud, en se dépassant pour pouvoir trouver une issue à la crise vieille de plusieurs années, qui empêche le pays d'aller de l'avant.

"La haine, la vengeance et l'intolérance constituent des handicaps majeurs pour le développement et l'épanouissement d'une nation ou d'une société", a-t-il expliqué, faisant allusion à l'ancien président sud-africain Nelson Mandela qui avait trouvé suffisamment de ressources pour pardonner à ceux qui l'avaient fait prisonnier et s'asseoir avec eux.

Andrew Young a invité le peuple haïtien à suivre cet exemple.

Latortue accuse certains secteurs de s'intéresser davantage à la vengeance qu'à une justice réelle

Port-au-Prince, 20 mai 2005 -(AHP)- Le premier ministre intérimaire Gérard Latortue a appelé jeudi, sans les citer, certains secteurs à la tolérance et non à une justice revancharde.

Gérard Latortue inter-

(voir Latortue / 5)

Le chef de la mission onusienne Juan Gabriel Valdès en conversation avec une religieuse en poste dans un bidonville de la capitale haïtienne
photo Minustah/ONU

NEPTUNE VISITE PAR ANDREW YOUNG, JAMES FOLEY, KENDRICK MEEK, VALDES ET DENNETH MODESTE

(*Affaire Neptune* ... suite de la page 4)

"Quand ils avaient fini de tuer, ils ont ensuite brûlé les corps", selon un membre du Ramicos, Fétière Louidor.

Congressman floridien Kendrick Meek AP

Anne Fuller, de Human Rights Watch, a estimé elle aussi qu'au moins une dizaine de personnes ont été tuées dans l'attaque du 11 février 2004, à La Scierie.

Cependant Pierre Espérance, de la NCHR-Haïti (rebaptisé aujourd'hui Réseau National de défense des droits humains, RNDDH), affirme que les forces pro-Aristide ont tué ce jour-là au moins 25 personnes.

"Génocide"? ...

C'est l'organisation dirigée par Pierre Espérance qui a lancé le dossier accusant Neptune, Privert et l'ex-parlementaire Amanus Mayette, du "massacre de La Scierie."

Cependant la NCHR-Haïti utilisait au début le qualificatif de "génocide" et récemment encore parlait plutôt de 50 cadavres.

"Nous voulons que ce procès soit un modèle, afin qu'il devienne un exemple contre l'impunité" a déclaré Espérance au Chicago Tribune.

Tandis que pour Ronald Saint Jean (du Groupe de Défense des Prisonniers Politiques) - reprenant aussi en cela une observation du conseiller spécial de l'ONU pour les droits de l'homme en Haïti, le français Louis Joinet - ce qui s'est passé à La Scirie est une confrontation entre deux groupes locaux, pro et anti Aristide, pour le contrôle du port de Saint Marc, avec des victimes dans les deux camps.

La vengeance de Ramicos ...

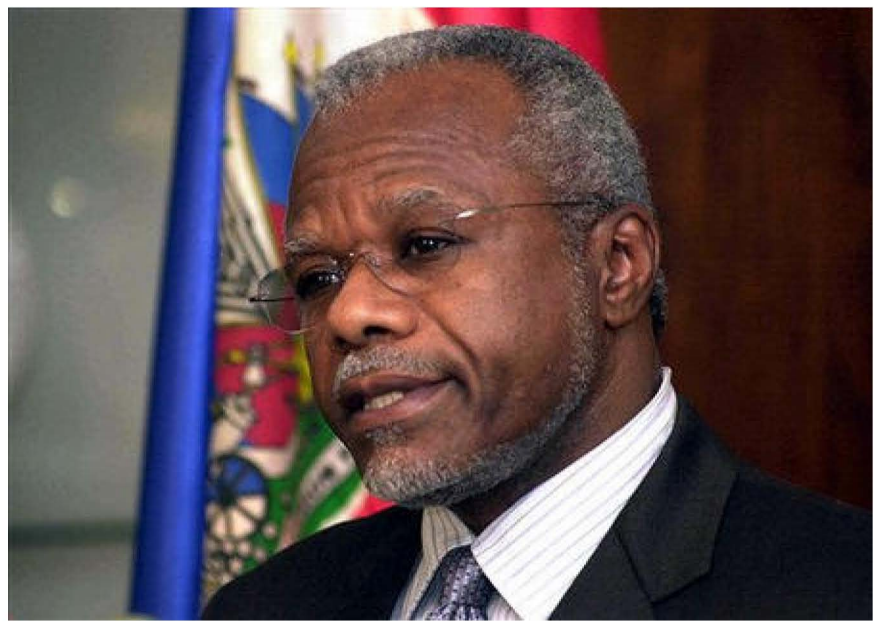
En tout cas, le Chicago Tribune précise que les Ramicos ont pris leur revanche après le départ d'Aristide. Au moins six membres de Bale Wouze ont été ramassés et exécutés sans aucune autre forme de procès, dont un leader notoire du groupe qui a été décapité et ses membres arrachés, selon des résidents, ainsi que des officiels locaux et des membres d'organisations des droits humains.

Le journal rappelle aussi ce qui s'était passé précédemment, lorsqu'un gang dénommé Ramicos a débarqué à Saint Marc, mettant en fuite tous les policiers et agents gouvernementaux.

C'est sur ces entrefaites que le Premier ministre Yvon Neptune arriva le 9 février par hélicoptère à Sant Marc, pour rétablir l'ordre.

Les diplomates craignent un boycott par Lavalas ...

Selon le numéro un de la Mission de l'ONU en Haïti, Juan Gabriel Valdès, tout en se gardant d'"interférer dans le processus judiciaire" (entre parenthèses, voici que le juge d'instruction de Saint Marc a pu auditionner la semaine dernière le chef de la police à l'époque, Me Josseline Pierre, ainsi que l'ex-ministre de la Justice, Me Calixte Delatour, alors qu'on voulait faire croire que tous ces responsables étaient en fuite), oui, selon Valdès, l'international est "très préoccupé au sujet de l'impact que cette situation pourrait avoir sur le processus politique général."



Yvon Neptune Reuters

Toujours extrait de l'article du Chicago Tribune, "les leaders du parti d'Aristide, Fanmi Lavalas, la plus puissante force politique du pays, menacent de boycotter le vote (les prochaines élections) à moins que Neptune et d'autres dirigeants du parti détenus pour violations présumées des droits humains et autres crimes, soient remis en liberté."

"Les diplomates craignent qu'un boycott ne polarise encore plus la situation en Haïti."

D'un autre côté, le journal souligne que les militants de Ramicos, qui tiennent solidement aujourd'hui la ville de Saint Marc, ne présentent cependant que des "évidences superficielles" liant directement les deux anciens officiels Lavalas (Neptune et Privert) audit massacre.

"Je ne suis pas allé à Saint Marc, ni avant, ni pendant et certainement pas après les événements" dit Privert dans une déclaration écrite qu'il a fait parvenir au Chicago Tribune. "Je suis un prisonnier politique, et tout le monde le sait."

Tout à fait donc ce que M. Luigi M. Einaudi appelle une "impasse." Le suspense se poursuit encore cette semaine ... A part les préoccupations pour la vie de M. Neptune, le plus curieux reste à voir comment l'international peut à la fois mettre tout son poids dans la balance et s'en sortir sans provoquer la moindre égratignure.

Haïti en Marche, 21 Mai 2005

La Scierie: Le responsable du GDP estime que le juge d'instruction dispose de suffisamment de données

Port-au-Prince, 20 mai 2005 -(AHP)- Le responsable du Groupe de Défense des Prisonniers Politiques (GDP), Ronald St-Jean, a estimé vendredi que le juge d'instruction, Cluny Pierre Gilles, en charge du dossier de la Scierie, dispose de données suffisantes pour rendre une ordonnance de non-lieu en faveur de l'ancien premier ministre Yvon Neptune.

M. Neptune est incarcéré depuis un an suite aux accusations portées contre lui selon lesquelles il serait impliqué dans un présumé massacre à La Scierie (Saint-Marc).

Ronald St-Jean qui a répondu la veille à une convocation du juge à Saint Marc, dit avoir témoigné qu'il n'y a jamais eu massacre à la Scierie, mais des affrontements entre 2 bandes rivales: Balewouze (pro-lavalas) et Ramicosm (pro-GNB), pour le contrôle du port de Saint-Marc.

Selon le responsable du GDP, les questions qui lui ont été posées lui ont laissé croire que le juge Cluny Pierre Gilles était à la recherche de la vérité

Ronald St-Jean qui était accompagné de son avocat, Me Mario Joseph, se dit optimiste qu'une ordonnance de non lieu sera prise en faveur des dignitaires Lavalas accusés à tort dans un massacre qui n'a jamais eu lieu, a-t-il dit..

AHP 20 mai 2005 10:20 AM

LATORTUE ...

(suite de la page 4)

venait lors d'un diner/forum au Karibe Convention Center, auquel participait l'ancien ambassadeur américain aux Nations Unies, Andrew Young, à l'initiative de la Chambre de commerce haïtiano-américaine (Hamcham).

"Il est temps de promouvoir la réconciliation nationale et non l'intolérance et une justice revancharde", a lancé M. Latortue, ajoutant qu'il n'était pas normal que chaque gouvernement qui vient, s'en prenne aux dirigeants du régime précédent par esprit revanchard.

Selon le chef du gouvernement intérimaire, il y a trop de place dans le coeur des haïtiens pour la revanche et pour une " soi-disant justice. "

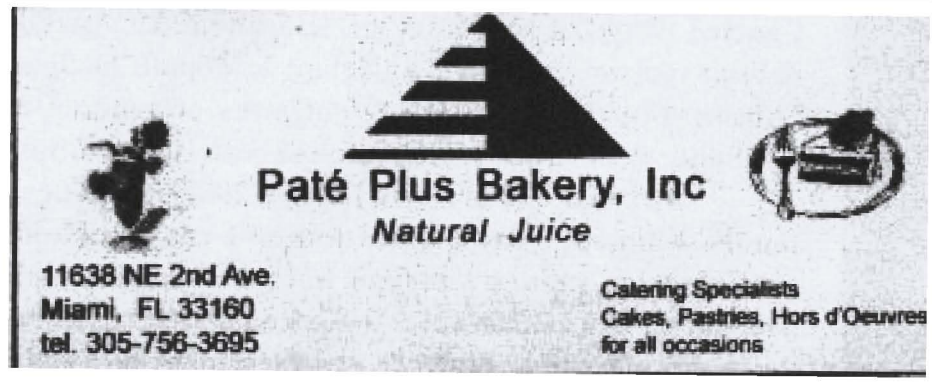
"Le moment est venu enfin pour tous les haïtiens de mettre de côté tous leurs différends en vue de donner une chance au pays ", a lancé M. Latortue, ajoutant que son expérience à la tête de ce gouvernement prouve que certaines gens s'intéressent beaucoup plus à la vengeance qu'à la justice réelle.

Un journaliste américain affirme avoir été l'objet de menaces de la part de la PNH et de la Minustah

Port-au-Prince, 19 mai 2005 -(AHP)- Un journaliste américain, Kevin Pina, a dénoncé jeudi les menaces dont il affirme avoir été l'objet de la part de policiers, ainsi que de casques bleus de l'ONU, pour avoir filmé des agents cagoulés de la police nationale.

Le cameraman a fait savoir qu'il effectuait des prises de vue de la manifestation du 18 mai dernier organisée par des partisans de Lavalas, lorsque des policiers de la Swat Team et des hommes en cagoule ont menacé de procéder à son arrestation.

(voir Journaliste / 6)



Situation difficile pour les déportés de la République dominicaine

Des citoyens dominicains auraient aussi été harcelés dans le Nord d'Haïti

Cap-Haïtien, 20 mai 2005 -(AHP)- Les haïtiens rapatriés de la République Dominicaine, la semaine dernière, ont dénoncé les mauvais traitements qu'ils auraient subis de la part des soldats dominicains, au moment des opérations de refoulement.

Plus de 3.000 haïtiens ont été expulsés de la République Dominicaine et au moins 5 ont été tués suite à l'assassinat, le 9 mai dernier, d'une commerçante dominicaine.

"Nous avons été contraints de laisser la république voisine, laissant nos proches et des biens accumulés pendant près de 20 ans de travail", se sont plaints ces rapatriés, déplorant que les militaires dominicains ne leur aient même pas laissé le temps de récupérer leurs effets les plus importants.

Ces rapatriés ont fait savoir qu'ils sont déterminés à retourner en République Dominicaine en vue de récupérer leurs biens. Ils ont appelé le gouvernement intérimaire à assumer ses responsabilités pour leur faciliter la tâche, puisqu'ils affirment disposer de preuves que les biens en question leur appartiennent.

D'un autre côté, des ressortissants dominicains vivant dans la 2e ville du pays, ont dénoncé les mauvais traitements dont ils affirment être l'objet la part de la part d'inconnus.

Ces dominicains ont déploré cette attitude, faisant savoir qu'ils vivent au Cap-Haïtien depuis plusieurs années.

Parmi les personnes déportées la semaine dernière de la République dominicaine figuraient des étudiants, des enfants nés dans la république voisine, des haïtiens disposant de documents légaux ainsi que des citoyens dominicains.

Certains ont pu retourner en République dominicaine suite à la demande de suspension des déportations obtenue par les autorités haïtiennes.

Haïti obtient une suspension des rapatriements massifs de la République dominicaine

Par Jose Luis Soto

Santo Domingo, 18 mai. 05 [AlterPresse] —- L'intervention du gouvernement haitien auprès de l'administration dominicaine suite aux rapatriements de milliers d'Haïtiens par la frontière nord que partagent les deux pays a motivé la suspension de la mesure dominicaine, selon des informations obtenues par AlterPresse de sources combinées.

Le gouvernement haïtien n'est pas resté indifférent face au rapatriement par la République dominicaine d'environ 4000 personnes en une semaine sur la frontière Dajabon / Ouanaminthe. Au moins 3 Haïtiens ont été tués par balles, a rapporté la presse dominicaine. Ces faits se sont produits après l'assassinat d'une commerçante dominicaine à Hatillo (Nord), un crime attribué à des Haïtiens.

Par le biais des canaux diplomatiques, l'exécutif intérimaire haitien a exprimé au gouvernement du président Leonel Fernández, son " malaise " ("inconformidad") vis-à-vis de la manière dont les rapatriements étaient effectués, selon ce qu'a pu savoir la rédaction d'AlterPresse à Santo Domingo.

Dans la matinée du 17 mai, la presse dominicaine a publié l'information selon laquelle le gouvernement haïtien avait sollicité de l'exécutif dominicain la suspension des rapatriements.

Les chanceliers haïtien et dominicain lors d'une conférence de presse la semaine dernière à Santo Domingo AP

De même, le gouvernement haïtien s'était plaint officiellement du fait que les autorités dominicaines ne lui ont pas " notifié " la mesure de rapatriement d'éventuels illégaux haïtiens, selon des informations communiquées à AlterPresse.

L'arrêt " temporaire " des rapatriements peut être donc attribué en partie à l'initiative de la diplomatie haïtienne et à une certaine disposition du gouvernement dominicain dans le contexte difficile qu'affrontent les actuelles autorités haïtiennes.

Certes, le secrétaire d'État des Forces Armées dominicaines, Sigfrido Pared Pérez, a indiqué le 17 mai que les rapatriements étaient temporairement suspendus parce que les troupes étaient fatiguées. Cependant, ce qui est certain, c'est que les " démarches " de la diplomatie haïtienne et la menace d'organisations de défense des droits humains de dénoncer la République dominicaine dans les forums internationaux, ont porté les autorités dominicaines à surseoir à la mesure d'expulsion.

Les chanceliers Carlos Morales Troncoso de la République dominicaine et Hérard Abraham d'Haïti se sont réunis à huit clos ce 18 mai. Les deux chanceliers ont informé que la suspension des rapatriements et la convocation en urgence de la Commission Mixte Bilatérale qui se penchera sur le dossier et fera des recommandations aux autorités des deux pays.

Au cours d'une conférence de presse, Morales Troncoso a laissé entendre que les autorités haïtiennes étaient informées des rapatriements. Il a en outre indiqué que les conversations sur le sujet seront maintenues par le biais de la chancellerie des deux pays.'

Gouvernement Dominicain déplore ...

DECLARATION A LA PRESSE

La Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures, au nom du Gouvernement dominicain, déplore les inconvénients qu'auraient pu occasionner les rapatriements des ressortissants haïtiens fait par les autorités de l'immigration dominicaine. Comme on le sait l'immigration des ressortissants haïtiens vers la République Dominicaine est massive, permanente, continue et se réalise a travers une frontière de 391 kms qui n'est seulement surveillée que par les autorités dominicaines ce qui complique son contrôle et par conséquent donne lieu à des erreurs humaines non souhaitées par le gouvernement dominicain.

Le Gouvernement Dominicain tient à réaffirmer son respect de la Constitution Dominicaine, de la Législation Migratoire Dominicaine et des Normes Internationales en vigueur, raison pour laquelle il se prononce en faveur d'un processus de rapatriement qui se réaliserait en accord avec les obligations établies par les normes légales migratoires nationales et les normes internationales de respect des Droits Humains appliquées aux rapatriés, normes auxquelles la République Dominicaine a souscrit.

Depuis les malheureux incidents survenus dans la communauté de Hatillo Palma, Montecristi, où des ressortissants haïtiens auraient pu donné la mort à une dominicaine et auraient gravement blessé son mari, le Gouvernement Dominicain a donné des instructions précises aux autorités compétentes en la matière afin que les actions qui pourraient attenter à l'intégrité physique et morale des ressortissants haïtiens qui résident en notre territoire puissent être évitées et éliminées.

La Secrétairerie d'Etat des Relations Extérieures, au nom du Gouvernement présidé par son Excellence, Monsieur le Président, Docteur Leonel Fernandez, saisit l'occasion, pour réitérer, une fois de plus, son appui aux efforts déployés par le Gouvernement Provisoire présidé par Leurs Excellences, Monsieur le Président, Maître Boniface Alexandre et Monsieur le Premier Ministre Gérard Latortue, pour le renforcement des Institutions Haïtiennes avec le concours de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation d'Haïti (MINUSTAH).

Un journaliste américain affirme avoir été l'objet de menaces de la part de la PNH et de la Minustah

(suite de la page 5)

Kevin Pina qui déclare leur avoir tendu les bras, a fait savoir que le port de cagoules est une pratique très confuse, puisque lorsqu'un policier en cagoule tire sur une manifestation, il est impossible de l'identifier.

Il a également dénoncé des pressions exercées contre lui par des casques bleus qui assuraient la sécurité de la marche.

"Ils m'ont intimé l'ordre de leur remettre la cassette de reportage, sous peine de remettre à la PNH des photos qu'ils avaient trouvées sur moi pour me faire arrêter", a déclaré Pina, soulignant qu'il leur a fait remarquer que leurs menaces contrastaient avec la position officielle des responsables de la MINUSTHA qui se déclarent en faveur de la liberté d'expression et de la presse en Haïti.

"Je détiens des preuves de la cruauté ou du manque de professionnalisme de nombre d'agents des unités spécialisés de la PNH", affirmé Kevin Pina, ajoutant qu'en dépit de ses démarches, ni la MINUSTHA, ni la PNH ni des diplomates accrédités en Haïti n'ont manifesté un quelconque intérêt de visionner les images en question.

La porte-parole de la PNH, Gessy Cameau Coicou, avait démenti que la police ait tiré sur des manifestants le 28 février dernier, mais avait appelé les journalistes ou d'autres personnes qui disposeraient d'images, à en donner copie à la police pour les suites nécessaires.

Flambée de xénophobie anti-Haïtiens

Communiqué de presse du Collectif-Haiti de France

Soumis à AlterPresse le 18 mai 2005

(Ce communiqué été envoyé à l'ambassade de République Domincaine en France, à la presse et aux associations françaises)

Depuis dix jours, une flambée de xénophobie anti-Haïtiens s'est emparée d'une partie de la population dans quelques zones de la République dominicaine. Les autorités de ce pays en ont tiré parti pour expulser en Haïti plusieurs milliers de personnes d'origine haïtienne dans des conditions dégradantes. De nombreux Dominicains à la peau noire n'ont pas été épargnés par les violences.

(voir Xénophobie / 7)

Plusieurs milliers de partisans Lavalas manifestent

Port-au-Prince, 19 mai 2005 -(AHP)- Plusieurs dizaines de milliers de partisans de de Fanmi Lavalas ont manifesté le mercredi 18 mai à Port-au-Prince pour exiger le retour à l'ordre constitutionnel, la libération des prisonniers politiques et la fin des persécutions politiques.

Partis du quartier populaire du Bel-Air, devant l'Eglise Notre-dame du Perpétuel Secours, les manifestants ont parcouru différentes rues et quartiers de la capitale dont Nazon, Pouplard et Lalue, en scandant sur tout le parcours des slogans hostiles au gouvernement intérimaire qu'ils ont accusé de graves violations des droits de l'homme.

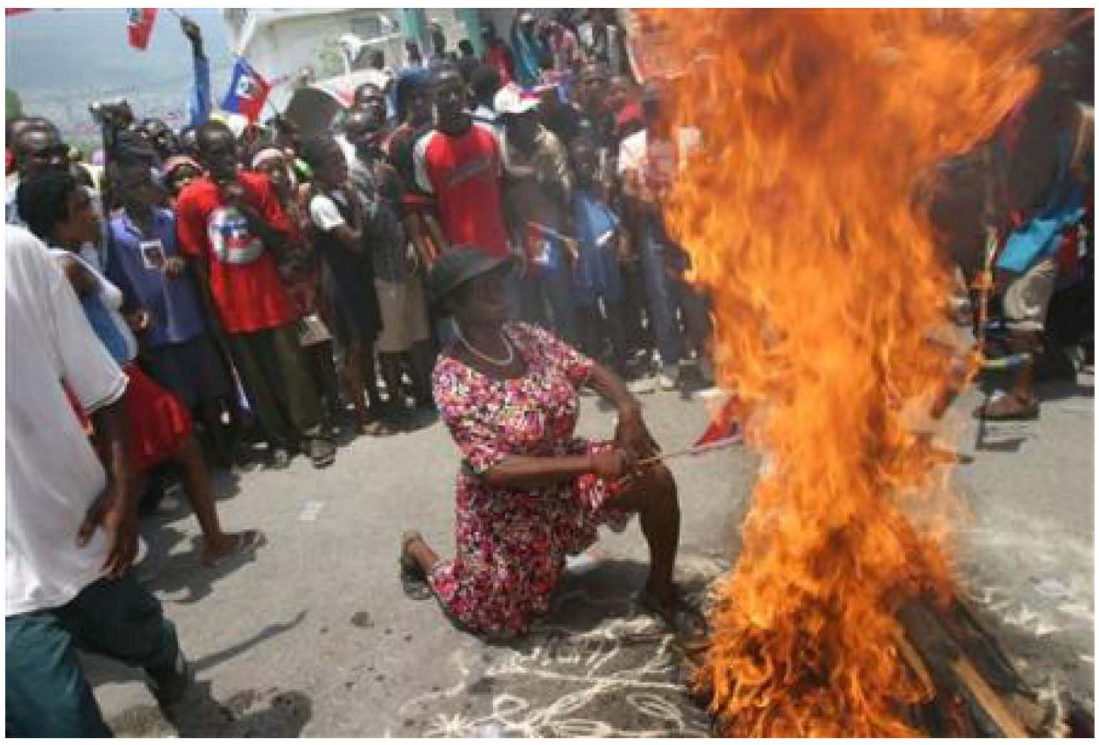
Ils ont fait savoir que seul le retour du président Jean Bertrand Aristide contraint au départ le 29 février 2004 et exilé en Afrique du Sud, peut recréer la stabilité en mettant un terme à la violence et à l'intolérance.

Ils ont réclamé la fin des exécutions sommaires et la libération de tous les cadres et militants du parti Fanmi Lavalas, dont l'ancien premier ministre YvonNeptune, incarcérés depuis un an en raison de leur appartenance politique.

Plusieurs anciens parlementaires qui participaient à la marche du 18 mai, jour du drapeau, ont déclaré que l'heure n'est pas à la fête en raison, ont-ils dit, de la présence de forces étrangères sur le sol national.

La manifestation s'est déroulée de façon pacifique et sous la protection de patrouilles de la MINUSTHA.

Le père Gérard Jean-Juste, qui a également marché aux côté des manifestants, a salué le courage du peuple haïtien tout en remerciant les dirigeants sud-africains, dont Nelson Mandela et Tabou Mbeki, pour leur soutien, a-t-il dit, à la lutte du peuple haïtien.



Manifestant(e)s du 18 Mai dernier demandant la libération des prisonniers politiques et le retour du président en exil J.B. Aristide AP

Le révérend Jean-Juste a lui aussi appelé au retour à l'ordre constitutionnel. Il a fait savoir qu'il ne faisait pas de politique active mais qu'il restait dans la droite ligne de l'Eglise, en aidant les plus pauvres dans leur longue marche pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Le porte-parole des militants Lavalas du Bel-Air, Samba Boukman, a, de son côté, dressé un bilan positif du déroulement de la marche et remercié les militants de tous les autres quartiers populaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince qui ont répondu à l'appel.

Samba Boukman a fait savoir que la population est déterminée à aller jusqu'au bout dans sa lutte pour le retour à l'ordre démocratique en Haïti.

La marche s'est toutefois terminée sur une note sombre avec l'assassinat d'un manifestant à l'angle de la rue St-Martin et du Boulevard Jean-Jacques Dessalines, alors que les manifestants venus de Cité Soleil regagnaient leur base. Ces derniers ont accusé la police d'avoir tiré sur leur collègue.

XENOPHOBIE ...

(suite de la page 6)

Le 8 mai, une femme était assassinée dans une localité du Nord Est de la République dominicaine, Hatillo Palma. Trois Haïtiens ont été accusés du meurtre par la rumeur publique. Tous les Haïtiens de la localité ont été obligés de s'enfuir.

Dans la région Nord Est, le service de l'immigration et l'armée ont alors commencé à arrêter et expulser des centaines d'Haïtiens, ou supposés tels. Ces derniers jours, on comptait un millier de personnes expulsées quotidiennement. Les témoignages affluent sur les violations des droits humains perpétrées à cette occasion : enfants arrêtés sur le chemin de l'école, familles séparées, maisons pillées, agressions sexuelles...Au moins trois Haïtiens ont été tués. Cette vague de xénophobie et de violences risque de s'étendre encore. Déjà, dans le Sud du pays, les Haïtiens vivant à Enriquillo ont été eux aussi victimes d'agressions.

A la suite de protestations en République dominicaine et en Haïti, un général dominicain a annoncé une trêve dans les expulsions, car ses militaires seraient " épuisés ". Cependant, les arrestations ont continué. Le ministre des Affaires étrangères, Carlos Morales Troncoso, a annoncé la nuit dernière la suspension des expulsions.

Le Collectif Haïti de France suit avec beaucoup d'inquiétude l'évolution de la situation. Il rappelle au président Leonel Fernandez et au gouvernement dominicain que, dans le passé, des milliers d'Haïtiens ont été massacrés en République dominicaine. Il leur demande de tout faire pour mettre un terme à la vague de violences et pour protéger les immigrants et les résidents d'origine haïtienne..

Paris, le 18 mai 2005
Collectif Haïti de France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
Tel : 01 43 48 31 78 / Fax : 01 43 67 16 42
contact@collectif-haiti.fr
www.collectif-haiti.fr

Anniversaire de la création du drapeau: Boniface Alexandre appelle au dialogue

Port-au-Prince, 19 mai 2005 -(AHP)-Une délégation du gouvernement intérimaire, conduite par le président Boniface Alexandre, a pris part mercredi à un Te-deum à l'Eglise St Pierre de l'Arcahaie, à l'occasion de la célébration du 202e anniversaire de la création du bicolore haïtien.

Le Premier ministre Latortue dépose une gerbe en mémoire de l'héroïne Catherine Flon photo Georges Dupé

Dans un message délivré sur la place de l'Arcahaie, le président provisoire Boniface Alexandre a salué le courage des ancêtres qui se sont battus pour nous léguer cette terre.

Devant une assistance composée en grande partie de gens venus de Port-au-Prince, Me Boniface Alexandre a eu un mot spécial pour Catherine Flon qui a cousu le bicolore bleu et rouge.

(voir 18 Mai / 8)

Haïti: un pays de clones!

(*Editorial* ... suite de la page 2)

C'est cela aussi le fond du malaise haïtien. Ce n'est pas une fatalité. Nous avons mis en place chaque morceau de ce puzzle (avec l'aide aussi de quelques-uns, ma foi très empressés).

Et nous poursuivons comme si de rien n'était ...

Editorial, Mélodie FM, Port-au-Prince

ERW FINANCIAL GROUP

Licensed Mortgage Brokers and Lenders

Eske ou janm mande tèt ou
Eske mwen ta kapab viv sa yo rele Rèv Amerikin-an?
Kite ERW Financial ede ou fè rèv sa-a vin-n on reyalite.

ESTIMASYON GRATIS AK REKLAM SA-A!
(yap ba ou kredi lè ou fè closing la)

Yap prete ou kòb menm si ou gen mové kredi oswa ou san kredi.

Ou pa bezwen peye pou fè aplikasyon!

Nou pap verifye salè-ou oswa sa ou posede!

Nou ofri pi bon interè ak anpil lòt chwa!

Nou afilye ak pi bon institisyon ki prete lajan!

Washington Mutual, Bank of America, Countrywide, Wells Fargo
Ak anpil lòt ankò

Rele nou jody-a e ouap gen kay ou demin!
305 865-6588
305 865- 6510

www.erwfinancial.com

UNION PLANTERS BUILDING
3550 Biscayne Blvd Suite # 407
Miami, Florida 33137

Un an après les inondations meurtrières de Fonds-Verrettes

P-au-P., 22 mai. 05 [AlterPresse] — Des activités sont entreprises les 22 et 23 mai à Fond-Verettes (Ouest) par un collectif d'organisations sociales pour marquer le premier anniversaire des inondations qui ont frappé cette commune en 2004, avec un bilan de plusieurs centaines de morts.

Il était une fois une ville nommée Fonds-Verrettes ... photo Haïti en Marche

Une veillée a été organisée dans la nuit du 22 mai afin de saluer la mémoire des disparus. Des victimes ont témoigné des évènements qui se sont produits et qui ont provoqué la destruction de cette ville de 40.000 habitants. Un débat a été tenu sur les problèmes environnementaux. Une messe est prévue dans la matinée de ce 23 mai ainsi que des activités d'animation.

Dans un communiqué transmis à AlterPresse, le collectif d'organisations, dont le groupe Chandèl (Chandelle) et le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), invite la société haïtienne à " manifester sa solidarité " avec la population de Fond-Verettes.

Selon ce collectif, un an après les inondations de mai 2004, la population de Fond-Verettes vit toujours dans une situation difficile et dans l'inquiétude. Les problèmes environnementaux se sont aggravés et les promesses gouvernementales n'ont pas été tenues, ajoutent ces organisations.

La population est minée par la maladie, soutient le collectif. Les services sociaux, en particulier l'eau potable et les latrines, font défaut, indiquent les organisations, et les habitants de Fond-Verettes ne bénéficient d'aucun encadrement pour le réaménagement de leur espace de vie.

A propos de la question environnementale, le collectif alerte la société sur la poursuite de la coupe des arbres dans la Forêt des Pins, qui surplombe Fond-Verettes. Au moins 5 camions de planches quittent la région tous les jours, quelques fois avec la complicité de policiers, précisent les organisations.

Les inondations de mai 2004 avaient aussi gravement affecté la commune de Mapou dans le Sud-Est d'Haiti.

SOCIETE

Reprise du processus de dédommagement des victimes de coopératives

Port-au-Prince, 19 mai 2005 -(AHP)- Quelque 300 sociétaires victimes des coopératives ayant déclaré en faillite, ont reçu mardi la totalité ou une partie des montants qu'ils avaient placés dans ces coopératives dont les responsables se sont enfuis.

Parmi les coopératives concernées figurent le CADEC, Coeurs Unis, CEI et le Compagnon qui accordaient des intérêts mensuels de 10 à 12%. Et ce sont des centaines de milliers de citoyens de toutes les couches sociales, dont des employés de banque, qui avaient choisi de placer leurs épargnes dans ces coopératives

Les premières remises ont été effectuées au local de la Primature en présence du responsable de la CONASOVIC, Rosemond Jean, et de la présidente de l'association des femmes victimes des coopératives, Margareth Fortuné.

Les premiers bénéficiaires sont des sociétaires membres de ces deux associations, mais le responsable du dossier de gestion des coopératives, Schiller Roy, a assuré que le dossier des sociétaires qui ne sont pas membres de ces associations, ainsi que ceux des sociétaires de la province, seront également pris en compte même si toutes les victimes ne pourront être dédommagées.

Le gouvernement a débloqué un montant de 100 millions de gourdes, avec des décaissements par tranche de 15 millions de gourdes, pour effectuer les dédommagements, a fait savoir M. Roy.

Rosemond Jean et Margareth Fortuné se sont félicités des premiers efforts consentis par le régime en place, mais se sont déclarés déterminés à rester mobilisés jusqu'à ce que tous leurs membres obtiennent satisfaction.

Le responsable de la CONASOVIC s'en est particulièrement pris aux partis politiques de l'ancienne opposition et à des secteurs de la société civile avec lesquels il a fait, a-t-il dit, le mouvement GNB pour s'être opposés à ce que les autorités intérimaires débloquent des fonds pour dédommager ceux qui ont perdu leur épargne.

M. Jean a dénoncé par ailleurs, en présence de M. Latortue, un plan de la police qui viserait à son élimination physique pour avoir accusé son directeur général Léon Charles d'avoir fait main basse sur les biens de la coopérative CEI sous prétexte qu'il voulait se dédommager.

Il a également accusé la police de chercher à le réduire au silence. Il affirme même avoir été brièvement arrêté dimanche.

Le chef du gouvernement intérimaire a souligné qu'il ne s'agit que d'un début des remboursements, puisque le gouvernement intérimaire ne pourra donner à lui seul satisfaction à tout le monde.

Il a appelé les sociétaires à rester vigilants face aux candidats aux prochaines élections pour savoir quelle place ils comptent donner au dossier des sociétaires victimes.

Gérard Latortue a une nouvelle fois accusé le gouvernement Aristide d'avoir poussé les citoyens à investir dans les coopératives.

10% d'intérêt, c'était impensable, a-t-il dit.

Un groupe peu important de sociétaires victimes avaient reçu des dédommagements sous le gouvernement Aristide.

Les autorités lavalas avaient fait part de leur intention de poursuivre le processus avant les événement qui ont débouché sur le départ précipité d'Aristide le 29 février 2004.

A la recherche de réponses au problème de l'insécurité alimentaire

P-au-P., 20 mai 05 [AlterPresse] — La Plateforme Nationale de Sécurité Alimentaire (PFNSA) regroupant des institutions nationales et internationales de promotion du développement, a organisé ce 20 mai à Port-au-Prince, une journée de réflexion sur la question de la sécurité alimentaire en Haïti.

Durant cette rencontre la PFNSA a fait la présentation du premier rapport de synthèse sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire dans le pays, un

(voir Insécurité alimentaire / 9)

18 MAI: l'Arcahaie ...

(suite de la page 7)

Le président provisoire en a profité pour appeler les haïtiens au dialogue et à l'unité pour sortir le pays de la crise.

Le président par interim a annoncé par ailleurs que l'Université de la Fondation Aristide pour la Démocratie fera officiellement partie très prochainement du patrimoine national.

Selon lui, l'Université de Tabarre a été construite avec l'argent provenant du trésor public, ainsi que les terres sur lesquelles elle se trouve.

De son côté, dans son homélie de circonstance, l'Archevêque co-adjuteur de Port-au-Prince, Mgr Serge Miot, a qualifié d'apatrides et d'anti-nation ceux qui ont contribué à l'occupation du pays.

Nous n'avons pas fait honneur aux héros de l'indépendance, nous avons trahi la cause, nous ne méritons donc pas de la patrie, a déclaré Monseigneur Serge Miot.

Présentant un tableau sombre de la situation actuelle du pays, Mgr Miot a fait savoir que l'heure est à une décision conséquente et que la peuple haïtien attend une solution nationale.

18 MAI

Fête de l'Université: le recteur appelle les étudiants à ne plus faire le jeu des vendeurs de division

De leur côté, les étudiants dénoncent l'existence de dirigeants à vie au sein de l'Université d'Etat

Port-au-Prince, 19 mai 2005 -(AHP)- Plusieurs dizaines d'étudiants ont clôturé le mercredi 18 mai, à la Faculté d'Agronomie, une semaine d'activités organisées à l'occasion de la célébration du 202e anniversaire de la fête du drapeau.

Dans une déclaration lue par le vice-recteur de l'Université, Wilson Laleau, le recteur de l'Université, Pierre Marie Paquiot, a appelé les étudiants haïtiens à ne plus faire le jeu de ceux qu'ils nomment les " vendeurs de division et les marchands de chimères. "

Pierre Marie Paquiot a invité les étudiants à faire preuve de constance dans leurs études et leur formation, en dépit de moments difficiles que connaît le pays.

"Soyez lucides dans vos choix et précautionneux dans vos options, a-t-il lancé, ajoutant que leur avenir dépend prioritairement de leur volonté et qu'ils sont des soldats de la relève pour l'Haïti de demain.

Pour leur part, les étudiants se sont déclarés déçus des dirigeants de l'université qui n'ont jamais lancé la réforme de l'Université, qui avait été le cheval de bataille de la lutte anti-Aristide en janvier et février 2004.

Il est clair, ont-ils dit, que certains dirigeants de l'UEH ne poursuivaient que des objectifs mesquins et personnels

"Il n'y a aucune démocratie au sein de l'Université où de nombreux dirigeants ont été nommés à vie, ont-ils dénoncé, soulignant que le mandat des doyens de plusieurs facultés dont la faculté de Droit, d'Ethnologie et l'Ecole Normale Supérieure, ont pris fin depuis plus de 2 ans, sans la réalisation de nouvelles élections.

Les étudiants ont également critiqué le fait que le recteur de l'université n'ait pas jugé utile de délivrer lui-même son message, qu'ils ont qualifié de discours tout à fait creux.

"Nous sommes en présence d'un rectorat moribond, ont-ils lancé.

AHP 19 mai 2005 11:00 AM

Kofi Annan recommande un renforcement de la force de l'Onu en Haïti

21 Mai - Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, recommande que la force de l'Onu en Haïti soit renforcée d'un peu plus de 1.000 hommes, dans l'optique des élections qui doivent se tenir à l'automne.

Dans un rapport au Conseil de sécurité publié vendredi, M. Annan propose non seulement de reconduire le mandat de la Mission des Nations unies en Haïti (Minustah) mais aussi de porter ses effectifs militaires à 7.500 hommes, contre 6.700 actuellement.

Il recommande en même temps que la composante police de cette force soit augmentée de 275 éléments, passant de 1.622 hommes à 1.897.

"Malgré les progrès réalisés par la Minustah dans l'accomplissement de son mandat, on prévoit une aggravation des problèmes de sécurité au cours des mois précédant les élections". En Haïti, "les périodes électorales ont toujours été troublées", explique-t-il.

Notant que "l'engagement du processus électoral et du dialogue national est un fait nouveau dont il faut se féliciter", M. Annan "encourage tous les Haïtiens à participer pleinement aux deux processus, qui représentent un progrès important vers la consolidation de la démocratie en Haïti".

Par ailleurs, le secrétaire général reste "vivement préoccupé par la situation des droits de l'homme et par l'impunité dont jouissent ceux qui enfreignent ces droits".

Il appelle le gouvernement de transition à "donner l'exemple en ouvrant rapidement une enquête sur les violations des droits de l'homme qui auraient été commises par des membres de la Police nationale haïtienne".

Ces recommandations font suite à une mission d'évaluation menée pendant quatre jours sur le terrain, le mois dernier, par le Conseil de sécurité.

La délégation des 15 pays membres du Conseil de sécurité, menée par l'ambassadeur du Brésil auprès de l'Onu, Ronaldo Mota Sardenberg, avait rencontré les autorités du gouvernement provisoire, les membres de la classe politique et de la société civile haïtienne.

A la fin de cette mission, M. Sardenberg avait exprimé la volonté du Conseil de discuter, à son retour à New York, "des possibles mesures additionnelles pour aider le gouvernement de transition à créer un environnement stable pour le processus politique et constitutionnel d'Haïti".

SANTE

Notre chaîne alimentaire serait-elle contaminée?

Les activités anthropiques ajoutées à certains phénomènes naturels entrainent la propagation dans l'environnement de molécules ou d'éléments suceptibles de contaminer différents maillons de la chaîne alimentaire. Les évacuations de Polluants Organiques Persistants (POP) en sont une illustration à grande échelle que ce soit avec les crises "dioxines" dans le poulet, le lait et le poisson en France, en Belgique qui résultent des récentes marées noires.

Comment se présente la situation en Haïti?

Rappelons d'abord que le terme Polluant se rapporte aux molécules entrainant des déséquilibres au sein des écosystèmes. Et il est universellement reconnu qu'ils peuvent en fin de compte générer un risque pour le consmmateur.

Dans les pays en développement, les POPs sont essentiellement présents à proximité des zones industrielles: déversement dans la nature (canalisation) d'huiles usées des garagistes, émissions de HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) des stations d'essence, brûlage de déchets dans les bidonvilles à forte densité démographique, brûlis effectués dans certaines zones agricoles et les lieux d'entreposage d'ordures.

La disséminateur des POPs dans l'environnement peut alors engendrer des risques pour les écosystèmes et pour l'homme aussi. Recrudescence de cas de cancer, de maladies respiratoires, pertubation au niveau des systèmes endocriniens et immunitaires, etc. Le risque peut se définir comme la probabilité qu'um effet spécifique ou un danger se réalise dans des conditions particulières: (expositions, cibles). Les évaluations prédictives du risque cherchent à mettre en relation un niveau d'exposition-risque. Nous n'allons pas pour le présent moment évaluer la biodisponibilité des polluants et de l'exposition via les aliments d'origine végétale ou animale.

Notre contribution à l'évolution du risque est plutôt ciblée sur la présention des niveaux de contamination de certains des aliments tels: le lait de vache, le poisson desséché, le lait maternel, les poissons frais. Les critères de choix ont principalement été la capacité d'accumulation de substances non-polaires dans la graisse contenue dans le lait et le niveau de contamination des zones côtières où vivent les poissons et les méthodes de préservation de poissons desséchés par les pesticides shlorés.

Approche expérimentale

La première étape consista en la sélection de sites pour le prélèvement d'échantillon de denrés alimentaires à analyser. Darbonne, commune de Léogâne, a été par exemple retenue à cause des activités industrielles intenses (usine sucrière de Darbonne). La Grande-Anse connue comme une région productrice de poissons desséchés a aussi fait l'objet d'observation particulière. La plaine du Cul-de-sac a été choisie comme témoin, car elle représente une zone potentiellement peu contaminée par des industries polluantes.

Méthode utilisée

Les méthodes utilisées sont celles préconisées par l'OMS et les laboratoires d'analyse certifiés: chromatographie et spectroscopie.

Résultats des analyses

Echantillon	Provenance	Contaminant	Concentration
Lait de vache	Darbonne Frères	PCB	120mg/1
		PCB	11mg/1
Poisson frais	Darbonne	PCB	trace
Poisson désséché	Les trois Tiburon	Sumithion	12-65 mg/kg de
		Sumithion, malnutrition poisson	
Lait maternel	Maternité HUEH, Mères habitant la Plaine du Cul-de-sac et P-au-P	Dioxine, DDT, PCB, HCB, Dieldrine, Oxy-chlordane, DDE, Musk, gamma-HCH, Polybromobiphényles	

Interprétation des résultats

Les résultats indiquent une contamination importante du lait de vache provenant de Darbonne (110mg de PCB par litre de lait). Tandis que pour le lait collecté à Frères (Port-au-Prince), la teneur en PCB est d'environ 11mg/1. Le poisson frais contient des PCb à l'état de trace certes, mais susceptible d'accumulation.

Les poissons desséchés en provenance de la Grande-Anse ont été délibérement traités aux pesticides en vue d'une meilleure protection contre les larves de mouches. Le lait maternel contient tout un ensemble de polluants dont certains dépassent largement les normes internationalement prescrites. La quantité acceptable pour le DDT est de 5 PPM, alors que la valeur retrouvée pour Haïti est de PPM . Le corps humain peut supporter des doses ne dépassant pas 75ppb/kg par jour. Quand aux PCB, il n'existe pas de norme internationale. Cependant les absorptions quotidiens dépassent PPB peuvent provoquer des réactions irréversibles.

Commentaires et conclusion

Ces études relèvent que les PCB provenant des huilles usées rejetées dans l'environnement par les garagistes ainsi que des tranformateurs défectueux et des machines hydrauliques constituent une menace réelle pour l'environnement et la santé. Des études plus approfondies

(voir Chaîne alimentaire / 12)

Les Casques Bleus vont exécuter des travaux d'infrastructures financés par la BID

La Banque interaméricaine de développement a annoncé vendredi le début d'une nouvelle phase des travaux d'infrastructure en Haïti dans le cadre d'une initiative du gouvernement haïtien. La force onusienne de maintien de la paix et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vont mettre en œuvre des projets financé par la BID.

La BID et Haïti ont signé un accord de $70 millions. Ce montant sera utilisé pour des projets, tels que la reconstruction de routes rurales par le personnel militaire de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH).

Les autorités haïtiennes ont également signé un accord avec la MINUSTAH et le PNUD pour officialiser leur participation.

Problème de l'insécurité alimentaire ...

(suite de la page 8)

document produit dans le cadre des activités de l'observatoire sur la situation des populations haïtiennes vulnérables.

Le rapport de la PFNSA, qui a suscité un intense débat parmi les participants, montre

une forte dépendance d'Haïti en matière alimentaire.

L'offre de biens alimentaires en Haïti provient de la production locale, des importations et de l'aide alimentaire. Mais, la production nationale est passée de 57.2 % en 1999 à 37.7 en 2003, et parallèlement, les importations alimentaires de 21.9 % à 35.9 % durant la même période. Les experts ont conclu à un déficit d'environ 15.4 % à combler.

Les importations de biens alimentaires représentent 25 % des importations totales du pays. Les devises pour financer ces importations dépendent des capitaux étrangers et des transferts des Haïtiens émigrés à leur famille. Étant donné que l'État ne contrôle pas ces paramètres, il en résulte une insécurité alimentaire pour les ménages, s'inquiète la PENSA.

" Il suffit d'une rareté de devises : moyens de financements des importations, pour avoir une hausse de prix sur le marché local, ce qui met les ménages dans l'impossibilité de se payer une ration alimentaire suffisante ", relève le document.

Parmi les participants aux échanges, figurait l'ex premier ministre Rosny Smarth, qui dirige le Comité Protos Haïti. L'un des obstacles majeurs dans le domaine de la production alimentaire en'Haïti, demeure le foncier, a-t-il indiqué. " Le problème foncier est très complexe ", a-t-il souligné en mettant l'accent sur la nécessité d'une restructuration en vue d'une production viable.

D'autres problèmes ont été soulevés par les participants, dont la pratique archaïque de l'agriculture, la maigre part du budget national (moins de 6%) allouée à la production agricole et l'absence de considération du capital global réservé à la production agricole.

Pour Camille Chalmers de la Plateforme de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), il faut prendre en compte le concept de la souveraineté alimentaire, focaliser l'attention sur la production alimentaire paysanne et familiale, accorder la priorité au marché local et national, insister sur l'accès à la terre et aux ressources d'importance vitale et reconnaître le rôle de la femme dans l'agriculture.'

Un an après le rapt ...

Pour une praxis de libération conséquente autour d'un consensus national stratégique en Haïti

Par Tontongi

Dans la nuit du 28 au 29 février 2004, un détachement de "marines" étatsuniens envahit la résidence privée du président Jean-Bertrand Aristide à Tabarre, une banlieue de Port-au-Prince, et force le président à l'exil. Selon certaines sources, le commando étatsunien a évoqué l'avancement des troupes rebelles sur Port-au-Prince, et employé des chantages voilés sur la vie privée et la sécurité du président, pour l'amener à signer une note de démission. On l'emmène contre son gré à Bangui, la capitale de la République centre-africaine. Aristide dénonce l'intervention comme un "kidnapping" et une perversion de la constitution haïtienne. Et il a grandement raison. Ce second coup d'État contre Aristide, sans doute précipité en grande partie par le souci des Nord-Américains de précéder l'intervention annoncée et déjà en marche de la France, a occasionné des émeutes, des pillages, des tueries et diverses autres actes de violence dans presque toute la capitale et des villes de provinces, créant une atmosphère générale de chaos et d'anarchie.

A en croire les reportages dans les médias étrangers, on dirait que tout le monde en Haïti demandait la démission d'Aristide. Or, ce n'était nullement le cas en réalité. Une sorte de majorité passive, abusée, désenchantée, sur la défensive mais toujours loyale, continuait à le soutenir jusqu'à la fin, particulièrement parmi les classes déshéritées du pays. Bien que quelques éléments éparses de la gauche se joignissent au mot d'ordre de l'opposition et de la droite réactionnaire demandant la démission d'Aristide, la gauche haïtienne dans sa majorité restait plutôt *non-engagée* pour ainsi dire, beaucoup d'entre ses membres, quoique critiques du populisme aristidien et des exactions du régime, continuaient d'insister sur le fait qu'il a été démocratiquement élu et que l'opposition, malgré le bien-fondé de certaines de ses revendications, demeurait un amalgame de personnalités et de groupements disparates motivés par leurs propres finalités subjectives (pouvoir, affaires, haine du président, revanchisme, etc.), qui n'avaient rien à voir à la lutte démocratique et révolutionnaire du peuple haïtien.

Aristide reçu par le président sud-africain Thabo Mbeki 3 mois après son départ forcé d'Haïti AP

Sainte Alliance la France-EUA

Le kidnapping du président élu du pays et l'occupation étrangère qui en résultait au moment où la nation commémorait le bicentenaire de son indépendance, une indépendance conquise au prix d'incroyables sacrifices par d'anciens esclaves, constituent une terrible tragédie qui continuera à traumatiser le peuple haïtien pour des générations à venir. Tout d'abord, il y a le travail de sape préparatoire, systématique, renforcé de mois en mois, puis la nature brutale, outrageuse, violatoire de l'acte, la façon dont la force et la malice ont été employées — pareillement au rapt de Toussaint Louverture deux cents ans plus tôt —, pour porter Aristide à signer la note de démission. Graham Greene lui-même aurait sans doute été pétrifié par la série d'illogismes, de relations disparates, d'extrémismes dans la bouffonnerie, et aussi du caractère petit-nègre et grand-blanc de toute l'entreprise, qui semble confirmer pour le néo-colonialiste, encore une fois, l'image de la "république figue-banane" que j'ai déplorée au début de la "crise". [1]

La coopération franco-étasunienne dans la mise en application du coup de force a permis à la France de faire d'une pierre plusieurs coups: prendre sa revanche sur l'embarras que lui a fait essuyer Aristide'sur sa demande de la restitution de la somme versée à l'État français à partir de 1925 comme indemnité pour reconnaître l'indépendance d'Haïti; humilier un État d'anciens esclaves qui portait le coup d'envoi contre le colonialisme moderne et l'empire français; et aussi, se rapprocher des États-Unis après la rupture sur la guerre conte l'irak.

En effet, l'opposition de la France à la guerre contre l'Irak ne l'ayant apporté que des ennuis (hostilité des États-Unis, perte d'influence et de contrats alléchants, etc.), et la toute-suprématie de l'unique-superpuissance EUA l'ayant permise de faire ce qui bon lui semble de toute façon, la politique de la France, depuis au moins le lancement empirique de la guerre, a été de se rapprocher des États-Unis. La crise haïtienne lui aura procurée l'occasion d'or. La véhémence des critiques de la France contre la politique irakienne de George W. Bush avait fait oublier que les deux gouvernements, conservateurs et interventionnistes, avaient plus de points de convergence que de divergence. Leur rapprochement se fera donc sur le dos d'Haïti.

Ce n'est pas la première fois que la France et les États-Unis collaborent dans une jointe approche envers Haïti. En février 1986, face à l'insurrection de plus en plus violente et révolutionnaire du peuple contre le régime autocratico-fasciste de Bébé Doc, François Mitterrand et Ronald Reagan manigançaient une sortie en douceur pour celui-ci, faisant en sorte, au demeurant, que les rênes du pouvoir restent dans les mains des satrapes du régime, sauvant ainsi le système d'une possible révolution populaire. La France et les États-Unis se prêtaient aussi la main durant le premier coup d'État anti-Aristide du 30 septembre 1991; l'intervention décisive de l'ambassadeur français avait sans doute sauvé Aristide du pire, mais il travaillait en même temps de concert avec l'ambassadeur étatsunien pour pressurer Aristide à calmer ses partisans. Plus récemment, le gouvernement de Jacques Chirac soutenait sans sourciller la politique d'embargo sur l'aide contre Haïti décrétée en 2001 par la nouvelle administration de George W. Bush, bloquant ainsi une aide cruciale pourtant négociée et consentie par la Banque inter-américaine de développement; tandis que la France usait de ses influences pour décourager toute possibilité d'aide de l'Union européenne au gouvernement d'Aristide.

Un mouvement populaire précédant Aristide

En un sens, la tête d'Aristide a été un prétexte à un plus long texte dont l'aboutissant, l'enjeu final, est l'élimination du mouvement populaire progressiste et révolutionnaire haïtien — ou de toute référence au pouvoir populaire en Haïti. La propulsion massive du peuple dans l'arène politique remonte aux manifestations des mois de janvier et février 1986, soit quatre ans avant l'élection d'Aristide à la présidence, au cours desquelles la lutte démocratique progressait à pas de géant. On sait que les classes possédantes dominantes — la bourgeoisie compradore et les grands dons latifundistes — n'étaient pas favorables à l'arrivée du Lavalas au pouvoir pour la simple raison qu'elles le considéraient comme un "overgrowth" du mouvement populaire anti-macoutique, démocratique et pro-socialiste. Ces classes voyaient l'activisme des milieux populaires, y compris le populisme classiste du "prêtre rouge", avec suspicion. Aristide a utilisé les symbolismes de cette convergence-identification pour sa propre démagogie du pouvoir, mais la réalité de la lutte et des revendications demeure vraie, légitime, attendant des solutions pratiques.

On ne saurait appréhender dans leur complexité les récents agissements franco-étatsuniens en Haïti sans remonter à l'histoire parallèle et interactionnelle de la

(voir Une praxis / 11)

Hôtel Restaurant Cyvadier Plage Jacmel

La détente, l'évasion mais aussi le confort dans un décor tropical.

Faites vous bercer nuit et jour par le son des Vagues ! Et savourez nos spécialités de fruits de mer dans notre restaurant avec vue imprenable sur l'océan.

Magnifique plage naturelle, piscine (eau de source).
Salle de conférence de 110 places.
Profitez des arrangements spéciaux et de notre Expérience !
On est à votre service depuis 20 ans !
Téléphone: 288-3323 ou 482-2585
www.hotelcyvadier.com
Votre hôtel suisse à Jacmel !

On parle Français, Anglais et Allemand

Pour une praxis de libération conséquente ...

(suite de la page 10)

France et des États-Unis avec la jeune république noire. En fait, la France n'a jamais pardonné'aux Haïtiens la perte de non seulement sa plus florissante colonie, appelée jadis Saint-Domingue, mais aussi de la Louisiane que la défaite de Napoléon à Saint-Domingue l'obligeait à vendre aux États-Unis pour financer la guerre que la France menait alors contre l'Angleterre. Loin d'être reconnaissants envers Haïti pour leur avoir favorisé l'achat de plus du double de leurs territoires d'alors, les États-Unis le voyaient plutôt comme une preuve supplémentaire du "mauvais exemple" que celle-ci représentait en tant que nation d'anciens esclaves, donc négation du système esclavagiste toujours en vigueur chez eux. Il a mis ainsi aux États-Unis plus de cinquante-huit ans (1862) pour reconnaître l'indépendance d'Haïti, soit sous l'administration d'Abraham Lincoln qui poursuivait au moment une guerre contre les sécessionnistes sudistes, partisans du maintien de l'esclavage aux États-Unis.

Le coup de force franco-étatsunien contre Aristide participe dès lors de la volonté des deux pays occidentaux d'imposer leur conception néo-colonialiste sur un pays de la dite périphérie qu'ils considèrent comme un État-client relevant de leur sphère d'influence. Ils agissaient donc très rapidement pour contrôler la situation dans un sens qui satisfasse leur soif de revanche contre Aristide et Haïti, tout en renforçant et protégeant leurs intérêts impérialistes respectifs en Haïti.

L'intervention de la France et des États-Unis dans la crise haïtienne et leur renversement d'Aristide du pouvoir constituent deux actions illégales qui ne peuvent pas être *a posteriori* justifiées ou légitimisées, en dépit du fait qu'elles pourraient avoir prévenu des batailles rangées — et donc possiblement un bain de sang — entre les insurgés armés et les forces pro-gouvernementales. De toute façon, la probabilité de la prise du pouvoir par les insurgés n'était pas vraiment sûre, étant donné que ceux-ci constituaient à peine deux cents hommes, tandis que Port-au-Prince regorgeait de groupes armés réguliers et irréguliers, beaucoup d'entre eux partisans d'Aristide, prêts à le défendre et résister toute offensive des insurgés sur Port-au-Prince. Ce qui était sûr par contre, c'est que plus de personnes ont été tuées, plus de maisons et d'établissements étaient pillés, plus de dommages, physiques et émotifs, étaient causés après le rapt et l'exil d'Aristide que durant toute la période de la phase finale de la crise, qui commençait le 5 février 2004, quand Gonaïves tombat aux mains des insurgés.

L'intervention a profondément subverti la régularité constitutionnelle haïtienne et imposé une option unilatérale établissant la prépondérance des intérêts impérialistes propres de la France et des États-Unis, quoiqu'en dise leur propagande secouriste. C'est un cas classique d'imposition des intérêts des plus forts dans les droits internationaux du moment, comme on l'a vu en Afghanistan, en Irak ou en Côte d'Ivoire. Dans leur hâte d'intervenir, ni la France, ni les États-Unis n'avaient cure de demander l'autorisation du gouvernement d'un État souverain, même si Aristide, il est vrai, semblait inviter George W. Bush à intervenir — en sa faveur bien sûr —, dans son interview à CNN deux jours avant l'intervention. La convocation, sur la forme, du Conseil de sécurité de l'ONU et la résolution subséquente du premier mars 2005 autorisant l'intervention, ne faisaient qu'entériner, après coup, une action illégale selon les lois internationales, plus particulièrement les règlements de l'OEA interdisant le renversement d'un régime constitutionnel d'un État membre par un autre.

Tout au long de la crise, d'abord la Convergence démocratique, puis la super-coalition dénommée Plate-forme démocratique préconisaient ouvertement l'intervention de George W. Bush pour venir déloger Aristide du pouvoir. Mais quand la victoire par la baïonnette des rebelles s'avérait imminente, l'opposition se positionnait comme "anti-interventionniste". Malgré leur démenti à aucune connivence avec les rebelles, il était clair que beaucoup d'éléments et leaders de l'opposition anti-Aristide les soutenaient frénétiquement, comme l'avait d'ailleurs avoué Evans Paul. Entre-temps, Aristide, qui jouait la carte nationaliste quand les opposants demandaient l'intervention des États-Unis, maintenant lançait des flatteries à l'endroit du shérif du Nord, notamment dans son interview à la chaîne de télévision câblée CNN deux jours avant le "forcing", pour l'aider à se prémunir contre les insurgés qui occupaient alors le Nord et le Centre-Nord du pays, menaçant Port-au-Prince. Au lieu d'un leader d'un régime démocratique menacé appelant à la solidarité des démocrates du monde entier pour le soutenir, Aristide donnait l'image d'un homme vaincu, défait, fatigué et désemparé qui suppliait son supplicier et qui n'avait rien d'autre que la pitié à offrir à ses supporteurs.

Autour d'un Premier ministre Gérard Latortue fraichement appointé, le leadership du mouvement qui a abouti au 29 février 2004 photo Thony

Les actions unilatérales des États-Unis et de la France, leur total mépris de la souveraineté nationale d'Haïti, joint à leur emploi symbolique, humiliatoire, de l'image du pays comme objet lamentable de leur velléités bonnes-samaritaines dans les circonstances que l'on sait, sont inacceptables et ne sauraient être cautionnées ou justifiées sous aucun prétexte. L'intervention franco-étatsunienne non seulement viole la souveraineté nationale haïtienne, traitant tout le pays comme l'arrière-cour des États-Unis, comme une "république banane" dépourvue de droits, elle donne aussi l'impression qu'on peut le faire impunément, parce ce que ce pays n'est rien qu'un accident de l'Histoire, hors de la civilisation.

Les États-Unis et la France ont peut-être les forces militaires nécessaires pour subjuguer un peuple faible, pauvrement armé, mais ils doivent comprendre que leurs actions sont aussi barbares que celles qu'ils dénoncent chez leurs ennemis et qu'elles souillent la prétention de supériorité morale qu'ils assignent à leur civilisation. Prétendre défendre le respect des droits et la démocratie, et en même temps renverser par la force un régime démocratiquement élu, est le comble de l'hypocrisie. C'est une politique de deux poids deux mesures valable seulement selon les impératifs néo-colonialistes de leurs intérêts.

Le premier ministre intérimaire de facto, Gérard Latortue, et son ombre légaliste Alexandre Boniface, sont des figures d'apparat dans un grand théâtre-schéma néo-colonial. C'était tout de même bizarre de voir le premier ministre dénoncer la Jamaïque pour avoir accepté de séjourner Aristide pour un temps, allant jusqu'à suspendre les relations diplomatiques avec ce pays. Pourquoi une telle véhémence de rejet contre les pays de la CONACOM qui pourtant défendaient honorablement la cause de la souveraineté d'Haïti face au shérif du Nord impulsif et arrogant? Les membres de l'organisation des pays caraïbéens avaient fait montre d'une certaine dignité et une grande indépendance dans leur rôle de médiation, et ils étaient dans leur droit dans leur insistance sur une commission d'enquête de l'ONU pour éclaircir les conditions d'enlèvement d'Aristide du pouvoir.

L'empressement de Gérard Latortue à embrasser les leaders de la rébellion armée durant les premiers jours de son administration disait déjà long sur ses vraies intentions "démocratiques", que venaient confirmer la caution officielle des exécutions sommaires et l'emprisonnement illégal des milliers de militants et sympathisants Lavalas. Il y a certes des cassures aujourd'hui, une année plus tard, dans les rangs des anciens conjurés anti-Aristide, mais c'est encore là dans l'ordre de la stratégie néo-colonialiste.

Un éclaircissement ici s'entend. Nous avons longtemps pris nos distances, depuis 1994 — l'année du retour humiliant d'Aristide en Haïti — avec le mouvement Lavalas, déplorant l'orientation démagogique et anti-démocratique du régime; cependant la répression disproportionnée des militants pro-Aristide par le présent gouvernement de facto nous abhorre. Elle ne fait que répéter le cycle infernal, récurrent, la sorte de malédiction historique du pays: répression, dépression, dictature, paupérisation aggravante continuelle — et ainsi de suite. Nous demandons la fin de cette spirale de dégradation.

L'ancienne armée veut toujours se faire reconstituer dans l'État haïtien, tandis que Latorture et la clique de malfrats au pouvoir s'affairent à manufacturer des élections sur mesure, maintenant ainsi leur grippe au pouvoir indéfiniment, éliminant en passant le mouvement revendicatif populaire.

A l'heure qu'il est, la division n'est pas seulement entre, d'un côté, les partisans Lavalas du président déchu et leurs chimères de choc, et, de l'autre côté les"démocrates" du gouvernement, de la "Société civile" et leur troupe de choc des ex-militaires; mais plutôt entre, d'une part les vendeurs de patrie de toute sorte, qui incluent beaucoup de membres des deux camps soi-disant antagonistes, et de l'autre part, les gouverneurs de la rosée qui veulent continuer à semer la liberté, la dignité, appelant pour un développement autonome et progressiste basé sur la richesse humaine et naturelle du pays, et non sur un paradigme de la charité et de la dépendance.

Ce qui rend aujourd'hui nécessaire la mise sur pied d'une sorte de force tiers, une nouvelle coalition fondée sur une nouvelle vision des choses, une autre façon de faire, un nouvel horizon. Car le devenir dans la répétion et la malédiction n'est pas inéluctable, loin de là. A en voir les actuelles mobilisations contre les états de fait et les revendications pour un État de droit, fondé sur l'humanisme et la justice sociale, la cause de libération haïtienne reste encore vivace, quoiqu'en pensent les gouverneurs de la sécheresse.

La faillite de toute une classe politique pourrie

C'est en ce sens toute une classe politique pourrie, corrompue, indifférente aux notions de droits, de justice, de liberté et de dignité humaine que nous rendons responsable de la tragédie présente d'Haïti; et cette classe politique comprend non seulement la Convergence démocratique, la Plate-forme démocratique et la Société civile des 184, mais aussi nombre de Lavalassiens qui ne voyaient pas la similarité entre les actes de banditisme et procédés antidémocratiques qu'ils reprochaient jadis aux duvaliéristes et aux putschistes de Cedras et de FRAPH, et leurs propres actions quand ils étaient au pouvoir. Mais, comme on dit, deux maux ne font pas un bien, un mal ne saurait justifier un autre mal. Nous les rendons tous responsables, parce qu'ils n'avaient pas vu au-delà de leurs petits intérêts claniques respectifs. Par exemple, si la sauvegarde du processus démocratique et l'espoir d'un État de droit étaient vraiment l'objectif des opposants anti-Aristide, comme ils le proclamaient à tout bout de champ, ils auraient du accepter d'engager Aristide quand il offrait, le dos au mur, de négocier sur la nomination d'un premier ministre choisi par ou acceptable à l'opposition. Un tel arrangement, si poursuivi, aurait eu l'avantage de balancer, de tempérer les pulsions autocratiques d'Aristide, éviter l'escalade de la crise constitutionnelle, prévenir l'occupation de facto étrangère, et l'humiliation de toute la nation.

Beaucoup rétorqueraient que l'offre d'Aristide n'était qu'une astuce de plus pour sortir de l'étau, ou que son autocratisme pervertissait si tant le processus normal de démocratie en Haïti qu'il fallait bien qu'on opérât sur la plaie pour aider à la chance de survie. Peut-être; mais au prix d'une nouvelle occupation ou protectorat à l'heure de la célébration du bicentenaire d'indépendance? Je ne suis pas sûr que c'était si impératif. Il ne faut pas non plus oublier que l'expérience de la démocratie était plutôt jeune, à peine six ou sept ans combinés. Il fallait beaucoup plus que deux administrations — Aristide et Préval —, toutes deux perturbées par des crises continuelles et boycottages économiques, pour implanter une expérience démocratique en Haïti. En tout, cas, la maturité politique, et surtout les enjeux, exigeaient que l'offre d'Aristide fût exploré avec plus de sérieux. De plus, souffrir pour deux ans la co-habitation avec un Aristide affaibli vaudrait bien le sacrifice si l'enjeu est de sauver le pays d'un plus grave trauma.

Un an après: Qu'est ce qui a changé?

Un an après l'enlèvement d'Aristide, le pouvoir

(voir Une praxis / 17)

Notre chaîne alimentaire serait-elle contaminée?

(suite de la page 9)

devraient être menées à l'echelle nationale afin d'apporter les décisions qui s'imposent. Cependant on peut d'ores et déjà prévoir un plan de décontamination des appareils contenant des PCB devant être mis au point dans le plus bref délai. La pratique consistant en l'utilisation de pesticides aux fins de préservation de poissons doit cesser et des alternatives telles que l'acide citrique doivent être présentées aux pêcheurs.

Il faudrait également élaborer un programme d'assainissement des zones contaminées. Il faudrait parallèlement entreprendre une campagne de diffusion à la plus grande échelle que possible l'information à la population et aux professionnels concernés. La préservation de la Santé Publique devra être l'objectif principal au nom duquel le dispositif sera mis sur place. Les déversements d'huiles usées dans l'environnement (égouts canalisation, terrain vide ect.) doivent être formellement interdts.

Des systèmes de collecte, de recyclage ou de destruction de ces huiles devront être mis en oeuvre dans un proche avenir. Le Laboratoire National de contrôle de Tamarinier devra être effectivement opérationnel afin de pouvoir exercer son rôle d'évaluation permanente des dangers encourus par la population en matière de population et de contamination.

Une commission mixte devra être crée et installée par arrêté dont le devoir sera de superviser et d'organiser de manière régulière, avec l'appui d'organismes internationaux compétents, des activités liées à la décontamination et au contrôle de l'environnement. Cette commission sera formée d'élus locaux, de professionnels, de responsables d'institutions étatiques, de groupements impliqués dans la protection de l'environnement et de personnalités qualifiées. Un calendrier d'activités devra être établli en vue de parvenir à une réduction sensible voire une élimination des polluants d'ici 2012, ainsi qu'une gestion efficace des produits chimiques et des déchets dangereux.

Jean Charles Carré, Ph. D.

Quand la Chine s'éveille

15 mai 2005 - par BÉCHIR BEN YAHMED

En ce mois de mai 2005, la Chine est au centre de toutes les analyses : hommes politiques, chefs d'entreprise, chercheurs et journalistes n'ont que son nom à la bouche.

L'économie à la croissance la plus rapide ? La chinoise ! Le marché sur lequel il faut à tout prix se positionner ? La Chine ! La source de dollars nécessaire pour empêcher l'effondrement de l'économie américaine ? La Chine ! Le moteur de l'accroissement des échanges internationaux ? La Chine ! Le partenaire commercial qui joue sur la valeur (basse) de sa monnaie aux dépens de l'Europe et des États-Unis ? La Chine ! Le responsable du chômage dans les pays du Nord, et même du Sud ? La Chine ! Le seul pays au monde qui reçoit de l'étranger 1 milliard de dollars par semaine sous forme d'investissement ? La Chine.

A vrai dire, c'est depuis le début de cette année que nous entendons parler de la Chine, beaucoup plus encore qu'auparavant. On nous dit, en particulier, que son industrie textile, libérée des taxes et entraves douanières, est en train de submerger le monde et d'asphyxier ses concurrents dans tous les autres pays. Sans préciser que cette libéralisation a été décidée ... il y a dix ans au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et acceptée par tous les autres pays, dans le cadre de la mondialisation.

Souvenez-vous de ce que disaient les Européens, il y a vingt ans, des voitures japonaises : produites à moindre coût, de meilleure qualité, elles menaçaient de mort leurs rivales allemandes, françaises ou italiennes...

" La Chine est un géant endormi. Le jour où il se réveillera, la terre tremblera... ", avait prévenu, il y a deux siècles, l'empereur Napoléon. Il savait, lui, ce que la plupart d'entre nous ignorent encore aujourd'hui : la Chine, qu'on appelait " l'empire du Milieu ", a déjà connu la puissance et la gloire. Pendant plus de douze siècles (de l'an 500 à l'an 1700 de l'ère chrétienne), elle a été, avec une partie de l'Asie, le leader économique et technique mondial, alors que l'Europe ne sortira des ténèbres de son Moyen âge qu'au XVe siècle et que l'empire islamique amorcera son déclin dès le XIIe siècle.

En 1776, à la naissance des États-Unis d'Amérique, la Chine donnait des signes d'essoufflement, mais elle était toujours la première économie du monde, avec près de la moitié du PIB de la planète. En 1800, à l'aube de l'ère industrielle, l'Asie représentait encore les trois cinquièmes de la production mondiale.

Un siècle plus tard, en l'an 1900, c'est la bascule : les États-Unis et l'Europe, principaux auteurs et bénéficiaires de la révolution industrielle, constituaient déjà les deux tiers de ce même PIB mondial, tandis que l'Asie dans son ensemble, tombant de son piédestal, ne comptait plus que pour le cinquième (20 %)...

Mais nous voici, depuis plus de deux décennies, à l'aube d'un nouveau cycle, marqué par la renaissance économique de la Chine et par le retour en force de plusieurs autres pays d'Asie : le fossé entre la Chine et les États-Unis, entre l'Asie et l'Euramérique, se réduit à vue d'œil.

Plus impressionnant encore et plus rapide que l'avènement de l'Europe au début du XVIIIe siècle, grâce à la révolution industrielle, et que l'entrée en scène des États-Unis au XXe siècle, à la faveur des deux guerres mondiales, ce phénomène a toutes les chances de dominer le siècle qui vient de commencer.

En tout cas, les experts sont unanimes : vers 2025, sauf accident, l'Asie retrouvera son niveau historique d'antan et la Chine y jouera un rôle prépondérant. En expansion fulgurante, son économie aura rattrapé celle des États-Unis, chacun des deux pays ayant alors une production annuelle de l'ordre de 20 000 milliards de dollars*.

La Chine compte 1,3 milliard d'habitants ; un être humain sur cinq est donc chinois, cela, tout le monde le sait. Mais d'autres chiffres, moins connus, donnent aussi le vertige :

- le revenu par habitant, très faible en 1978 (date du début de l'actuelle renaissance chinoise), a été multiplié par 7 en vingt-cinq ans. Les exportations chinoises vers les États-Unis ont augmenté de 1 600 % en quinze ans ; les importations de ces mêmes États-Unis de 415 % et celles de l'Europe de 600 % ;

- la Chine est aujourd'hui le premier producteur mondial de charbon, d'acier et de ciment, le deuxième consommateur d'énergie (et importateur de pétrole) ;

- le nombre de Chinois en train d'apprendre l'anglais est égal à la totalité des populations des trois grands pays anglophones : États-Unis, Grande-Bretagne et Canada (50 000 étudiants américains seulement ont choisi d'apprendre le mandarin) ;

- la Chine a d'ores et déjà plus d'ingénieurs et plus d'étudiants diplômés que les États-Unis !

Sa main-d'œuvre, très nombreuse, est la moins chère du monde, ce qui lui permet de concurrencer même les pays les plus pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Mais, en même temps, ses chercheurs et ses ingénieurs la mettent en position de concurrencer le Japon, l'Europe et les États-Unis.

On peut évoquer des dizaines d'autres réalisations qui font de la Chine de 2005 un prodige du développement économique. Mais le coup de génie des architectes de sa renaissance a été, probablement, de la fonder sur l'investissement étranger et l'interpénétration avec les autres grands acteurs des échanges internationaux.

La Chine a en effet impliqué les grandes entreprises du monde - y compris celles de Taiwan - et leurs gouvernements dans son développement : elles ont investi en Chine, y gagnent de l'argent et voudront que cela continue.

Quelle meilleure police d'assurance ?

Le professeur Yasheng Huang, du Massachusetts Institute of Technology (MIT), décrit ainsi l'option chinoise:

Contrairement à certains de ses voisins, la Chine a pris le parti de miser sur l'investissement étranger plutôt que de confier son développement aux entreprises privées nationales, privées ou publiques. Les sociétés étrangères sont omniprésentes dans l'économie chinoise et en contrôlent des secteurs entiers.

En 2003, les profits des principales opérations des sociétés américaines en Chine ont été supérieurs à ceux obtenus au Japon. En 2002 déjà, cinq des quinze principaux exportateurs chinois étaient étrangers... Motorola, Logitech et Dell ont largement participé au " miracle"" des exportations chinoises. [...]

L'industrie chinoise est, en réalité, une vaste opération de transformation pour le compte des multinationales.

A cet égard, l'expression Made in China, " Fabriqué en Chine ", est trompeuse : il faudrait dire plutôt Processed in China, " Transformé en Chine ". [...]

C'est une des raisons pour lesquelles son ratio commerce-PIB est exceptionnellement élevé pour une économie continentale : plus de 40 %, contre environ 20 % pour les États-Unis.

Quoi qu'il en soit, pour la Chine, c'est " le grand retour"" sur la scène mondiale : China is back.

Mais qui aurait pu prévoir que la renaissance de l'empire du Milieu serait conçue et réalisée par des " communistes"" selon les normes du capitalisme le plus pur, en étroite association avec les multinationales qui en sont l'ossature et la personnification ?

Il reste que la Chine n'est pas une démocratie, tant s'en faut. Le Parti qui la dirige - est-il encore communiste ? - ne pourra pas la maintenir beaucoup plus longtemps à l'abri du mouvement planétaire qui est en train d'abattre un à un les murs épais de la dictature.

*Il faudra cependant cinquante ans de plus pour que le revenu par tête du Chinois rejoigne celui de l'Américain.

Perspectives de nouveaux rapatriements d'Haïtiens de la République Dominicaine **P. 20**

Le Plaza Hôtel
Téléphone
(509) 224-9305
(509) 224-9307
(509) 224-9308
(509) 224-9309
(509) 225-9310
(509) 510-4594
(509) 510-4595
(509) 510-0560
Fax
509 223-9282
e-mail
hiplaza@hotmail.com
hiplaza@acn2.net
website
www.leplazahaiti.com
Adresse
10, Rue Capois
Champs de Mars
Port-au-Prince, Haïti
P.O. Box 1429

Coiffeur

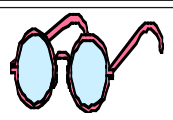
Etiquette Unisex
Barber & Beauty Salon
Jean Wood Julien
propriétaire
15455 West Dixie Highway
Suite N & O
N Miami Beach, Fl 33162
Tél.: 305 940 9070

Charlemagne
Le Coiffeur
103 S.E. 2nd Street
Delray Beach
Tél.: 243-1039
Beeper: 524-0086

Médecins

Miami
Dr Hénock Joseph
Obstétrique, Gynécologie
Accouchement
Opération pour fibrome
Family Planing
Ligature des trompes
Circoncision
Curetage
Tous les tests de l'immigration
Toutes assurances acceptées
Carte Medicaid pour femmes enceintes
5650 N.E. 2nd Avenue
Vertières Shopping Center
Miami, Florida
301 751 6081

Port-au-Prince
Dr Camille Figaro
Sony
Gynécologue
Obstétrique
Chemin des Dalles # 234
Tél.: 509 245-6489
245-8930



Le Look
Pétion-Ville
Rue Panaméricaine # 14
Tél.: 513-8079
257-8374
Grande variété de Lunettes
Examen gratuit
avec achat de lunettes
Spécialistes de la Vision
Basse- Offres Spéciales
- Buy One, Get One Fre
- Apportez nous votre prescription: Monture Gratuite. Payez seulement pour les verres.

Points de Vente Haïti en Marche

Miami

Lucas Super Market
14750 N.E. 6th Avenue
305 940 9902

Maxisound
11854 West Dixie Highway
305 835 8006

B & L Supermarket & Produce
12041 West Dixie Hgh.
305 893 0419

Eclipse Communication
9290 S. W. 150th Avenue
Suite 104
954 380 1616

Lil'Angel Consignment Store
King's Meadow Shopping Center
9965 S.W. 142nd Avenue
Miami, Florida 33186
Tél.: 305 385 1111

Pompano Beach

Danilos Restaurant
3760 N.E. 3rd Avenue
954 781 2646

Christephanie's
581 BC East
Sample Road
Pompano Beach, Fl 33064
Tél.: 954 781 2500

Delray Beach

Classic Teleco
203 S.E. 2nd Avenue
Delray Beach Fl 33183

Our Lady Bakery
102 S.E. end Avenue
Delray Beach , Fl 33444
561 272 3556

Abonnez-vous à
Haïti en Marche
221-0026

Orlando

Naudy Record shop
1325 W. Washington Str
Orlando, Fl 32805

Boby Express
2469 South Orange
Blossom Trail
Orlando, Fl 32805

Haïti en Marche

ABONNEMENT:
Port-au-Prince
221-0026
417-0384
Miami
305 754-0705

SANTE

La chirurgie gériatrique, une pratique de plus en plus courante

CHICAGO, 20 Mai - A 73 ans, Vito Buffalo ne veut pas que son âge soit un obstacle à une intervention chirurgicale, seul traitement capable de soulager son mal de dos. Ce boucher à la retraite de Wauconda (nord des Etats-Unis) se doit d'être en forme pour diriger son orchestre de jazz.

"Je suis chanteur, et il y a encore beaucoup de chansons que je n'ai pas chantées", dit-il pour expliquer son choix d'être opéré.

Les avancées de la chirurgie et la meilleure santé des "seniors" autorise maintenant de plus en plus d'actes chirurgicaux.

Depuis plusieurs années, le Dr Richard Berger, du centre médical de l'Université Rush, a posé des prothèses de hanche ou de genou en chirurgie ambulatoire (qui permet au patient de rentrer très rapidement chez lui) en pratiquant de petites incisions de la peau et sous anesthésie.

Aujourd'hui, il forme des chirurgiens à cette pratique et estime que la chirugie ambulatoire des personnes âgées va considérablement se développer d'ici cinq à dix ans. "L'âge n'est plus un problème", a souligné ce chirurgien qui n'hésite pas à opérer des personnes de 90 ans.

Il y a quelques années, les chirurgiens n'opéraient pas les personnes de plus de 75 ans. Une étude soulignait que les "seniors" de 76 ans et plus récupéraient moins vite après un pontage coronarien. Mais un an après, la douleur et la qualité de vie étaient équivalentes chez elles à celles des personnes plus jeunes.

Rester en bonne santé plus longtemps signifie aussi que de plus en plus d'américains ont recours à la chirurgie esthétique (lifting du visage et autres opérations). Une étude menée par un chirurgien esthétique, le Dr Ferdinand Becker, souligne qu'après un lifting, les complications ne sont pas plus fréquentes chez les personnes âgées que chez les plus jeunes, à facteurs de risque équivalents. Un patient de 80 ans dont le diabète est bien contrôlé ne présente pas plus de risques qu'un patient de 50 ans souffrant de la même pathologie.

Aux Etats-Unis, les plus de 65 ans représentent 12% de la population et bénéficient de 40% de la totalité des actes chirurgicaux, a déclaré le Dr John Burton, de l'association américaine de gériatrie. Selon lui, les chirurgiens vont consacrer de plus en plus de temps à opérer des personnes âgées, au fil du vieillissement de la population.

Sur le Net:
American Geriatrics Society: www.americangeriatrics.org

SANTE

Lancement à Port-au-Prince d'un atelier de travail de 3 jours en vue d'élaborer un guide pour le traitement de la tuberculose

Port-au-Prince, 23 mai 2005 -(AHP)- Le Ministère de la Santé Publique et de la Population, via le Programme National de Lutte contre la Tuberculose, a lancé ce lundi, à Port-au-Prince, un atelier de travail de 3 jours, dans le but d'élaborer un guide pouvant permettre à tous les médecins d'aborder de la même manière le traitement de cette maladie

Cet atelier de travail qui réunit environ une trentaine de spécialiste dans ce domaine, devrait aider à obtenir les résultats escomptés.

Le coordonnateur général du Programme National de Lutte Contre la Tuberculose (PNCT), le docteur Richard Démézart, a fait savoir que ce document sera soumis au ministère de la Santé Publique pour vérification avant sa publication.

Le docteur Richard Démézart en a profité pour inviter les parents à être très prudents à l'égard de leurs enfants lorsque ces derniers toussent et manifestent un manque d'appétit, surtout dans une maison où il y a des gens qui souffrent de tuberculose.

Le lancement de cet atelier de travail s'est déroulé en présence du directeur général de la Santé Publique, le docteur Michael Léandre.

AHP 23 mai 2005 3:05 PM

Mélodie 103.3 FM
Port-au-Prince Haïti
Mélodie FM
la Vie n' est plus la même

MELODIE 103.3 FM
Port-au-Prince
Votre programme du Dimanche:
7heures am: L'Heure classique
10 heures am Textes et Prétextes Dominique Richez et Dominique Batraville; Midi Lady Blues; 2 heures pm La chanson française; 3 heures Le Bon vieux Temps / Captain Bill & Doc Daniel; 6 heures pm: Variétés; 9 heures pm Jazz inspired, J.Carmichael ; 10 heures Mélodie Times ; 11 heures pm Le soir la mélodie s'invente
...

La conservation des ressources naturelles en vue de garantir le développement et la paix

La conférence de Mme Wangari Maathai à Washington

Par Susan Ellis
Rédactrice du " Washington File""

Washington - Écologiste kényane et lauréate du prix Nobel de la paix en 2004, Mme Wangari Maathai est très consciente du fait que, en lui décernant ce prix, le comité Nobel a aussi voulu rendre hommage à tous ceux qui jouaient un rôle actif dans les mouvements en faveur de l'environnement, des femmes, de la paix et de la démocratie. C'est ce qu'elle a déclaré lors de la conférence qu'elle a donnée le 13 mai au Centre national de la presse, de Washington.

La plupart des problèmes du monde, a-t-elle dit, proviennent d'une mauvaise gestion de ressources qui sont limitées et des luttes qui y ont trait, et l'ensemble des écologistes, et tout le reste du monde, doivent prendre des mesures pour veiller à ce que l'on conserve les ressources et qu'on les utilise d'une façon responsable et équitable.

Mme Maathai, qui occupe actuellement le poste de ministre adjointe de l'environnement et des ressources naturelles du Kenya, est la première Africaine à avoir reçu le prix Nobel de la paix. Ce prix lui a été décerné pour son œuvre au sein du " Green Belt Movement ", association de défense de l'environnement qu'elle a fondée en 1977 et dont la vocation, qui était à l'origine de planter des arbres, s'est élargie pour englober le développement local et l'instruction civique.

Selon Mme Maathai, le comité Nobel a pris une décision importante en établissant un lien entre l'environnement, la démocratie et la paix. " Cette décision, a-t-elle dit, nous encourage en tant que famille d'êtres humains à donner la priorité à l'environnement et (...) à comprendre le rôle central qu'il joue dans notre vie. "

Les ressources naturelles du monde qui sont limitées doivent être gérées " d'une manière durable et responsable " et elles doivent être partagées équitablement, a-t-elle souligné. " Toutefois, nous ne pouvons le faire que si nous avons un espace démocratique, un espace dans lequel nous sentons que nous sommes respectés (...), bienvenus et que nous pouvons tirer parti de nos talents, faire des rêves, être créatifs et productifs. "

Les guerres, a-t-elle fait remarquer, sont le résultat lamentable de la " mauvaise gestion de ces ressources, de notre égoïsme et du fait que nous sommes peu disposés à partager ces ressources équitablement avec nos voisins ".

A titre d'illustration, Mme Maathai a cité les luttes dans son pays entre agriculteurs et éleveurs au sujet de pâturages qui sont si épuisés que l'herbe n'y pousse plus. " C'est ce qui se passe à l'heure actuelle au Kenya et également au Darfour (Soudan), a-t-elle dit. Des personnes pauvres en arrivent à entrer en conflit à cause de la dégradation et de l'épuisement des ressources naturelles. Certaines se battent au sujet des points d'eau parce que la terre est devenue si sèche et que les seuls points d'eau qui restent sont protégés par un groupe. "

Qu'il s'agisse donc de s'attaquer à des problèmes régionaux ou mondiaux, la manière dont on gère les ressources, dont on les partage ou dont on gouverne à cet égard aboutira, selon elle, à assurer la paix ou à déclencher des conflits.

Le cas Haïti ...

Mme Maathai a cité Haïti comme un exemple de ce qui peut se produire lorsqu'on laisse l'environnement se dégrader. Lors du dernier cyclone qui a frappé ce pays, de nombreux glissements de terrain ont eu lieu, alors que les dommages ont été bien moins importants dans l'État limitrophe, la République dominicaine, qui s'occupe mieux de son environnement. En Haïti, a-t-elle dit, " il est impossible de promouvoir le développement et la paix, parce que la base sur laquelle le développement doit être fondé est complètement détruite ".

Quant aux aspects plus positifs du secteur de l'environnement, Mme Maathai a parlé de la vitalité des arbres et des forêts tropicales ainsi que de la façon dont on devait les protéger. Étant donné que les arbres absorbent le gaz carbonique que nous rejetons dans l'atmosphère, une tâche simple que toute personne peut accomplir pour protéger l'environnement est de planter un arbre, a-t-elle dit. " Nous pouvons prendre l'habitude de planter un arbre lorsque nous célébrons une occasion particulière " telle qu'une naissance " ou que nous commémorons la mort d'un être cher " de manière que ces arbres nous le rappellent de nombreuses années plus tard.

Toutefois, la plantation d'arbres par des particuliers n'a qu'un faible effet par rapport à la protection des forêts tropicales, notamment les forêts du bassin du Congo et celles de l'Amazonie qui jouent un rôle essentiel en matière de stabilisation du climat.

" On ne devrait pas laisser les pouvoirs publics des États où ces forêts se trouvent agir à leur guise, a-t-elle dit. Nous devrions en faire une question d'intérêt mondial, et j'espère que le groupe des Huit (G8) envisagera, lors de sa prochaine réunion en juillet, de donner la priorité à la protection des forêts vierges telles que celles du bassin du Congo et de l'Amazonie. " Le G8 se compose de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis, de la France, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et de la Russie.

Il faut également inciter les habitants du monde entier à se conformer au principe des trois R (réutiliser, recycler et réparer), ce qui peut avoir des effets qui ne sont guère évidents comme la maîtrise de la propagation du paludisme.

" Lorsque je me suis rendu au Japon en janvier, a-t-elle dit, j'ai expliqué à un journaliste lors d'une interview que dans mon pays nous tentions de nous opposer à la décharge de plastique dans l'environnement, car il sert d'habitat aux moustiques, en particulier dans les pays où sévit le paludisme. " Par ailleurs, les autorités kényanes incitent les industriels à utiliser d'autres matières pour remplacer le plastique.

En réponse à des questions sur la consommation dans le monde, Mme Maathai a déclaré qu'elle ne préconisait pas la fin de la production. " Ce que nous, les écologistes, disons, c'est qu'il convient de réduire la consommation excessive, a-t-elle dit. Nous ne disons pas qu'il faut réduire le niveau de vie. Il s'agit de maintenir le niveau de vie tout en utilisant les ressources naturelles d'une façon durable et responsable ainsi qu'avec respect, de sorte que l'on puisse garantir que les générations futures trouveront aussi quelque chose à utiliser lorsque ce sera à leur tour d'être sur notre planète. "

Wangari Muta Maathai (née le 1er avril 1940 à Nyeri, au Kenya) est une militante écologiste et politique. En 2004, elle devient la première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix pour " *sa contribution en faveur du"développement durable, de la démocratie et de la paix* ".

PAR EVENS HILAIRE
evenshilaire@hotmail.com

LE COIN DE MIAMI

18 Mai 2005 Fête du drapeau haïtien : pas de grande manifestation à Miami …

Contrairement aux années précédentes, la commémoration du 202ème anniversaire de notre bicolore n'a pas été grandiosement célébrée cette année à Miami. Les Haïtiens de la diaspora n'étaient pas en mesure, selon plus d'un, de commémorer avec dignité la fete du drapeau.

Pour certains, Haïti est sous une occupation étrangère depuis le renversement brutal du président Jean Bertrand Aristide en février 2004.

A l'occasion du 202ème anniversaire du drapeau le 18 Mai 2005, les partisans du président en exil à Miami ont choisi de préférence d'organiser un sit-in devant les locaux de l'Ambassade Canada au centre ville de Miami.

Ils ont pointé du doigt le gouvernement canadien dans les événements de février 2004 en Haïti.

Inauguration d'une statue de Toussaint Louverture (ancienne place Kamoken) à la 62e Rue de Miami …

La communauté haïtienne de Miami a assisté le samedi 21 mai écoulé à l'inauguration d'un monument consacré à Toussaint Louverture à l'ancienne Place Kamoken se trouvant au coin de la 62ème rue et de la North Miami Avenue à Miami.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités de la communauté haïtienne.

Monsieur Calixte, qui est l'initiateur du projet, a fait savoir qu'au début il était question d'un buste, mais que selon lui Toussaint Louverture mérite beaucoup plus.
Et c'est ce qui explique l'inauguration de cette statue. Le projet a coûté environ $250.000.

La cérémonie d'inauguration du monument de Toussaint Louverture allait se transformer en une manifestation populaire en faveur du retour de l'ex-président Jean Bertrand Aristide.

En effet, les partisans du numéro 1 de Fanmi Lavalas ont profité de l'occasion pour réclamer le retour physique en Haïti de leur leader. Et aussi la libération "sans conditions" de l'ancien PM Yvon Neptune et de tous les prisonniers politiques.

Pour Tony Jean Ténord de l'Organisation Veye Yo, Toussaint Louverture avait été kidnappé comme le fut Aristide en février 2004.

Le responsable de la Fondation 30 Septembre se dit optimiste quant au retour d'Aristide en Haïti …

Lovinsky Pierre Antoine, qui parlait au nom de Fanmi Lavalas, se dit confiant dans la matérialisation du retour physique de l'ex-président Aristide en Haïti.

Pour lui, avec la mobilisation constante des partisans

(voir Miami / 15)

MIAMI-DADE

REQUEST FOR PROPOSALS (RFP) No. 486

Third Party Administrator for Flexible Spending Accounts

Miami-Dade County is seeking proposals to provide administrator services for the pretax Healthcare Flexible Spending Accounts (HCFSA) and Dependent Care Flexible Spending Accounts (DCFSA).

It is the County's intent to issue an agreement for a two year period with three one year options to renew at the County's sole discretion. The Cafeteria Benefits are governed by Section 125 of the Internal Revenue Services (IRS) Code.

Contract Measures
There is a Small Business Enterprise selection factor for this RFP.

To Request a Copy of the RFP Solicitation Package
The RFP solicitation package, which will be available starting
May 19, 2005, can be obtained at no cost on-line at www.miamidade.gov/dpm. The package can also be obtained through the Vendor Assistance Unit (305/375-5773), Department of Procurement Management, 111 NW 1st Street, Suite 1300, Miami, FL 33128-1974 at a cost of $10.00 for each solicitation package and an additional $5.00 fee for a request to receive the solicitation package through the United States Postal Service. For your convenience, we now accept VISA and MasterCard.

Pre-Proposal Conference
A Pre-Proposal Conference is scheduled for **May 24, 2005 at 2:00 p.m.** (local time) at 111 NW 1st Street, 13th Floor, Conference Room A, Miami, FL. Attendance is recommended, but not mandatory. The Contracting Officer for this RFP is Oscar Willumsen, Jr. at (305) 375-1416. If you need a sign language interpreter or materials in accessible format for this event please call Jason Martinez, DPM ADA Coordinator at (305) 375-1564 at least five days in advance.

Deadline for Submittal
Deadline for submission of proposals is **June 2, 2005 at 2:00 p.m. (local time)**, **at Miami-Dade County, Clerk of the Board of County Commissioners, 111 NW 1st Street, 17th Floor, Suite 202, Miami, Florida 33128-1983**. This RFP is subject to the County's Cone of Silence Ordinance 98-106.

HAITI

TOURNOI DE CLOTURE
7ème Journée
Baltimore–ASC **4-0**
AS Carrefour-AS Grand Goâve **1-0**
AS Mirebalais-Tempête **0-1**
Roulado–Zénith 2-1
Don Bosco-Violette **1-1**
FICA–Cavaly 0-0
Racing Gonaives-Racing C. Haitien **pp**
Aigle Noir-Victory **2-1**

Classement

Equipes	Pts
Baltimore	17
Victory	11
ASGG	11
Mirebalais	10
Roulado	9
ASC	8
Cavaly	8

Coupe D'Europe des Clubs Champions
Finale 25 Mai, Istanbul (Turquie)
AC Milan-Liverpool

Europe

Espagne
37ème Journée
Albacete-Real Sociedad **2-2**
Athletic Bilbao-Numancia **0-2**
Deportivo Coruna -Real Mallorca **0-3**
Barcelona-Villarreal **3-3**
Getafe-Sevilla **0-0**
Levante-Valencia **0-0**
Malaga-Racing Santander **2-0**
Osasuna-Espanyol **1-1**
Real Betis-Real Zaragoza **3-2**
Real Madrid-Atletico Madrid **0-0**

Le Classement

Equipes	Pts
1-FC Barcelone	83
2-Real Madrid	77
3-Villareal	62
4-Real Betis	61

Meilleur Buteur du Chanpionnat D'Espagne
Samuel Eto'o 25 Buts FC Barcelone

Angleterre
FA Cup Finale
Arsenal-Manchester United **0-0**
Arsenal gagne la coupe au tir
De penality 5-4

38ème Journée

Equipes	Pts
1. Chelsea	95
2. Arsenal	83
3. Manchester United	77

Meilleur Buteur du Championnat Anglais
Thierry Henry Arsenal 25 buts Arsenal

Italie
37ème Journée
AC Milan-Palermo **3-3**
Atalanta Bergamo -AS Roma **0-1**
Brescia-Messina **2-1**
Cagliari-Udinese **1-1**
Chievo Verona-Bologna **1-0**
Lazio-Fiorentina **1-1**
Livorno-Juventus **2-2**
Parma-Siena **0-0**
Reggina-Lecce **2-2**
Sampdoria-Inter Milan **0-1**

Classement

Equipes	Pts
1. AC Milan	83
2. Juventus	78
3. Inter Milan	71

Meilleur buteur Chanpionnat d'Italie
Christiano Lucarelli Livorno 22 buts

France
37ème Journée
Metz-Paris St Germain **3-2**
Sochaux-Nantes **1-0**
Bordeaux-Monaco **1-1**
Lille-Ajaccio **0-2**
Nice-Auxerre **1-0**
Marseille- Lyon **0-1**
Rennes- Strasbourg **4-0**
St Etienne-Istres **2-0**
Bastia-Racing Lens **3-1**
Toulouse-Caen **2-3**

Classement

Equipes	Pts
1. Lyon	78
2. Lille	64
3. Monaco	62

Meilleur buteur Chanpionnat de France
Alexander Frei 20 buts Rennes

Allemagne
34ème Journée
Kaiserslautern -Werder Bremen **1-2**
Nuremberg-Mainz **1-2**
Arminia Bielefeld -VfL Wolfsburg **1-2**
Bayer Leverkusen -Moenchengladbach **5-1**
Borussia Dortmund v Hansa Rostock **2-1**
Hamburg SV-VfL Bochum **0-1**
Hertha Berlin-Hanover 96 **0-0**
Freiburg-Schalke 04 **2-3**
VfB Stuttgart-Bayern Munich **1-3**

Classement

Equipes	Pts
1. Bayern Munich	77
2. Schalke 04	63
3. Bremen	59

Meilleur buteur Chanpionnat d'Allemagne
Marek Mintal 24 buts FC Nurenberg

USA

Dallas-Colorado **2-1**
Real Salt Lake-Chivas USA **2-0**
MetroStars-New England **2-2**
Los Angeles-San Jose **2-1**
Chicago-Colorado **2-1**
Columbus-Real Salt Lake **2-0**
DC United-Kansas City **3-2**
Chivas USA-Dallas **2-5**
Le Classement

Conférence Est

	Pts
New England	20
Chicago	13
DC United	11
Kansas City	9
MetroStars	9
Columbus	9

Conférence Ouest

	Pts
Dallas	18
Los Angeles	15
Real Salt Lake	11
San Jose	10
Colorado	7
Chivas USA	4

Meilleur Buteur du Chanpionnat de la MLS
Taylor Twellman
New England 6 buts

Championnat D'Argentine

Tournoi de Clôture 14e Journée

San Lorenzo-Arsenal de Sarandi **1-2**
Lanus-Newell's Old Boys **0-0**
Velez Sarsfield-Banfield **2-0**
Huracan-Racing Club **0-0**
Boca Juniors-River Plate **2-1**
Almagro-Quilmes **2-0**
Gimnasa la Plata-Instituto de Cordoba **0-0**
Rosario Central-Colon de Santa Fe **0-0**
Olimpo de Bahia Blanca-Estudiantes **0-2**
Independiente-Argentinos Juniors **3-2**

Classement

Equipes	Pts
1- Velez Sarsfield	29
2- Estudiantes	26
3- Racing Club	25
4- River Plate	23

Ligue des champions: 20 ans après le Heysel, toujours la violence

lundi 23 mai

ISTANBUL (AFP) - La violence fait toujours partie du paysage du football européen vingt ans après le drame du Heysel à Bruxelles où des fans de Liverpool semèrent la mort, un triste anniversaire mis en relief par la présence des Reds en finale de Ligue des champions mercredi contre le Milan AC à Istanbul.

29 mai 1985: la Juventus Turin bat Liverpool (1-0) en finale de Coupe d'Europe des clubs champions. La fête a tourné au cauchemar absolu avant le coup d'envoi, quand, en deux vagues, des hooligans britanniques ont chargé des supporteurs italiens, piétinés et étouffés dans leur tribune.

Les 39 morts et quelque 600 blessés firent prendre conscience à l'Angleterre de la gangrène hooligane. La bousculade d'Hillsborough, en 1989, et la mort de 96 supporteurs de Liverpool, acheva de convaincre les autorités qui initièrent une réforme efficace, même si, depuis, le hooliganisme s'est déplacé des clubs vers l'équipe nationale anglaise.

Mercredi, près de 30.000 fans de Liverpool rejoindront donc Istanbul, la ville où, en avril 2000, deux supporteurs des Anglais de Leeds furent tués à l'arme blanche lors d'une bataille avec des fans du club local de Galatasaray, la veille d'une demi-finale de Coupe de l'UEFA.

Un élément qui ajoute à la forte symbolique de cette finale continentale, en terre turque, disputée vingt ans après le Heysel entre une équipe anglaise et une italienne. C'est justement en Italie que la violence a récemment resurgi de triste manière.

Le 12 avril dernier, le quart de finale retour de C1 entre l'Inter et le Milan AC est interrompu à cause de jets de bouteilles et de fumigènes sur la pelouse, dont l'un brûle légèrement le gardien du Milan. Bilan: quatre matches à domicile à huis clos pour l'Inter.

Une sanction trop douce pour les fans récidivistes de l'Inter? En mai 2001, ils jetaient déjà un scooter d'une tribune de San Siro lors d'un match contre l'Atalanta Bergame. Aucun blessé, un miracle.

Cette saison aussi, en Ligue des champions et toujours en Italie, lors de AS Rome-Kiev, une pièce de monnaie venue des tribunes a blessé au front l'arbitre suédois Anders Frisk, qui a dû arrêter le match.

Ces graves événements ont fait réagir les autorités italiennes qui relativisent toutefois. "Le hooliganisme (anglais) était autrement plus sérieux que les incidents italiens", estime le président de la Fédération italienne Franco Carraro.

L'épisode de San Siro ne doit toutefois pas faire oublier une autre forme de violence qui règne sur le Vieux continent: le racisme.

Quand un sélectionneur (l'Espagnol Luis Aragones) motive un joueur en traitant un de ses coéquipiers de club (Thierry Henry) de +noir de merde+, quand un entraîneur (le Français François Ciccolini) qualifie un adversaire de +sale Albanais de merde+, quand des bannières fascistes sont brandies par des fans de la Lazio Rome honorés par le joueur Paolo Di Canio d'un salut mussolinien, quand des joueurs de couleur sont insultés et agressés par leurs propres "supporteurs" à la sortie d'un match (à Bastia, en France) - le tout en moins de six mois - un seul constat s'impose: le stade de football est plus que jamais un lieu d'une violence intolérable.

CITY OF NORTH MIAMI
NOTICE OF PUBLIC MEETING
TO SOLICIT INPUT ON THE 2005-2010 CONSOLIDATED PLAN
AND FISCAL YEAR 2005-2006 ACTION PLAN

The U.S. Department of Housing and Urban Development (HUD) requires that the City of North Miami prepare a Consolidated Plan that establishes a unified vision of community development needs. The Plan also includes the annual update, the Action Plan. The Consolidated Plan must be developed through interactions with City residents, municipalities, community organizations, civic organizations, and the private sector. This planning effort will specifically cover the City's Community Development Block Grant (CDBG) and HOME Investment Partnership (HOME) Programs.

As part of the planning process, North Miami's Planning Commission will hold a public meeting to elicit public input on programs and activities eligible for CDBG and HOME funding. FY 2005-2006 Action Plan funding allocations will also be discussed. Residents are invited to attend and participate in these discussions. Below is the location and date of the meeting.

Location: City of North Miami
City Hall Council Chambers (2nd Floor)
776 NE 125 Street
North Miami, FL 33161

Date: Tuesday, June 7, 2005, 7: 00 p.m.

ANY PERSON WISHING TO APPEAL THE RECOMMENDATION OF THE PLANNING COMMISSION WILL NEED A VERBATIM RECORD OF THE MEETING'S PROCEEDINGS, WHICH RECORD INCLUDES THE TESTIMONY AND EVIDENCE UPON WHICH THE APPEAL IS TO BE BASED (CHAPTER 286.0105 F.S.)

IN ACCORDANCE WITH THE AMERICANS WITH DISABILITIES ACT OF 1990, PERSONS NEEDING SPECIAL ACCOMMODATION TO PARTICIPATE IN THIS PROCEEDING SHOULD CONTACT THE COMMUNITY PLANNING AND DEVELOPMENT NO LATER THAN FOUR (4) DAYS PRIOR TO THE PROCEEDING. TELEPHONE (305) 893-6511, EXT. 2171, FOR ASSISTANCE; IF HEARING IMPAIRED, TELEPHONE OUR TDD LINE AT (305) 893-7936 FOR ASSISTANCE.

LE COIN DE MIAMI

(*Miami* ... suite de la page 14)

de Fanmi Lavalas en Haïti et aussi avec le support des pays de la CARICOM, Aristide sera de retour sous peu en Haïti.

Il a pris en exemple les récentes déclarations des responsables de l'ANC, dont l'auguste Nelson Mandela, qui ont réclamé le retour à l'ordre constitutionnel en Haïti.

Le dirigeant de la Fondation 30 Septembre qui intervenait dimanche à l'émission Verite sou Tanbou a fait savoir que les élections ne sont pas possibles sans le retour physique de Jean Bertrand Aristide.

Fanmi Lavalas, selon Lovinsky Pierre Antoine, est en faveur d'un dialogue authentique en Haïti avec la participation de tous les secteurs de la vie nationale.

D'un autre côté, Lovinsky Pierre Antoine a critiqué sévèrement la décision prise par la Cour de cassation en Haïti d'annuler le verdict du procès du Massacre de Raboteau.

Pour lui cette décision est un coup fatal porté à la justice haïtienne.

Les nouveaux élus de la Ville de North Miami prêtent serment le mardi 24 mai …

Le nouveau Maire de North Miami, Kevin Burns, et son assesseur

(voir Miami / 18)

PAGES RETROUVEES

Moreau de Saint-Méry: Description de la partie française de l'Isle de Saint-Domingue

Société de l'Histoire des Colonies Françaises et Librairie Larose, Paris, 1958

Il y a trois semaines, Elsie Ethéart nous parlait de ce fléau silencieux qu'est la désertification (voir HEM, Vol. XIX, No. 14, du 04-10/05/05), fléau qui " menace 30 % des terres émergées de la planète et plus d'un milliard d'êtres humains ". En relisant Moreau de Saint-Méry, et en comparant ce qu'il appelle " l'arrosement " de la plaine du Cul-de-Sac, à l'époque, avec la situation d'aujourd'hui, je n'ai pas pu m'empêcher de penser que le processus de désertification est, chez nous, déjà bien avancé. Oyez plutôt.

Bernard Ethéart
ben@etheart.com

De l'Arrosement procure par la Grande Rivière du Cul-de-Sac

La Grande-rivière prend sa source dans la montagne de la Selle, au pied du piton appelé le *pomeau de la Selle*, à un point qui se trouve correspondre presqu'au Sud de la ville du Port-au-Prince, et à environ 500 toises dans l'Est de la source de la Grande-rivière de Léogane. Elle parcourt, en décrivant une grande courbe dont la convexité est tournée vers l'Est, un long espace dans les mornes, où elle est très encaissée. A environ une demi-lieue au-dessus du point où elle atteint la plaine, et après avoir été cachée sous terre, elle reparaît entre des rochers par une cascade divisée en trois parties et elle se montre dans la plaine au dessus des habitations Pernier et Dumée, qu'elle sépare. De là, elle se dirige dans la plaine même à l'Ouest, jusqu'à la mer. Durant les pluies c'est un torrent impétueux qui surmonte ses rives et porte le ravage au loin. (pp. 940-941)

C'est ainsi que depuis l'année dernière, tout ce qui peut assurer la distribution des eaux de la Grande-rivière, est arrivé à sa perfection, et l'arrosement de 7.988 carreaux dépendans de 58 sucreries, est désormais assuré, avec 3.130 pouces courans d'eau par seconde ; ce qui donne 4 lignes 2/3 par carreau, avec une vitesse considérable. (p. 945)

On estime que cette grande entreprise a causé une dépense de plus de trois millions ;mais aussi, combien de millions elle assure ! (p. 945)

De l'Arrosement procure par la Rivière Blanche

La rivière Blanche vient d'un point qui est encore le pied de la montagne de la Selle et des montagnes qui couronnent les habitations Dumée, Jouon et Baugé de la plaine du Cul-de-Sac. (p. 945)

Ses eaux sont augmentées par celles de la rivière de la Crête-aux-Chats, qui vient aussi de la montagne de la Selle, séparant le canton du Pays-Pourri de celui de la Nouvelle-Lorraine et qui coupe la rive gauche de la rivière Blanche au bas du morne Pistolet. Parvenue dans la plaine, la rivière Blanche y court à peu près parallèlement à la Grande-rivière. Mais épuisée par les arrosemens, son lit ne sert plus, lorsqu'elle est arrivée au point le plus au Nord qu'elle atteigne, qu'à recevoir quelques écoulemens qu grossissent des égouts, dans le lieu appelé Trou-Cayman. Là, elle prend le nom de rivière du Boucan-Brou et va, courant à l'Ouest, en passant dans un terrain marécageux, se jeter à la mer par le canton de Vareux ce qui la fait appeler aussi par quelques personnes, la rivière des Varreux. La rivière Blanche n'est pas toujours exempte de débordemens durant les orages. (p. 945)

Depuis plus de 40 ans, les intéressés jouissent tranquillement de l'eau de cette rivière, dont les travaux ont é encore perfectionnés en 1787 et 1788, par M. Baqué, sous la direction de M. Petit, arpenteur-général. Elle arrose 4.959 carreaux, dans 20 habitations de la Grande-Plaine, canton dont le sol, d'une nuance blanche, a vraisemblablement fourni le nom de la rivière, qui semble quelquefois rouler une eau laiteuse. Elle donne 3 lignes 3/5 d'eau par carreau, mais sa vitesse n'est guère que la moitié de celle de la Grande-rivière, et elle est insuffisante, car une portion de terrain manque d'arrosement. (p. 946)

De l'Arrosement procure par la Rivière Creuse

La rivière Creuse le vient d'un point plus à l'Est que la rivière Blanche, et elle parcourt la plaine du Cul-de-Sac pour aller se jeter dans l'étang saumâtre. (p. 946)

La rivière Creuse arrose maintenant dans son cours, au haut du canton de la Grande Plaine, 3.620 carreaux, dépendans de 18 habitations en culture, et 3 hattes qui vont se terminer à l'étang saumâtre. (p. 947)

Il y a encore dans l'Est de la rivière Creuse, entr'elle et l'étang, les sources des Palmistes Clairs, dont les habitans se servent et qui portaient auparavant leurs eaux à la rivière Creuse même. (p. 948)

De l'Arrosement procure par la Rivière des Orangers ; la Rivière de la Boule ; la Rivière la Savoye et par des sources et des égouts

La rivière des Orangers paraît entre l'habitation Ségur et celle Lilavois, et va se décharger à la mer, entre la Grande-rivière et celle du Boucan-Brou. (p. 948)

La rivière la Boule sort des savanes de Damien. Elle est grossie par plusieurs sources et notamment par celles qui naissent sur l'habitation appelée du Fossé. Son cours se divise d'abord sur cette dernière habitation et ensuite après avoir traversé successivement les habitations Drouillard et Lantimau, elle arrive à la mer, dans le Sud de la Grande-rivière. (p. 948)

La rivière la Savoye, qu'on appelait aussi la rivière de la Passe et qui était dans l'Est-Sud-Est du bourg du Cul-de-Sac, naît sur l'habitation Cazeaux et se jette dans la

(voir Pages retrouvées / 18)

REPUBLIQUE D'HAITI
Ministère de la Santé Publique et de la Population
Programme de Réorganisation et de Rationalisation du Système National de Santé

Prêt BID 1009/SF-HA
Avis d'appel d'offres Public International
AOI-01-05

Avis spécifique de passation de marché pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de renforcement des programmes de promotion de prévention et de contrôle des maladies au niveau des départements sanitaires d'Haïti.

Le Gouvernement de la République d'Haïti représenté par le MSPP a obtenu un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour financer le "**Programme de Réorganisation du Système National de Santé**". Une partie des fonds de ce financement doit effectuer les paiements éligibles au titre de contrat avec des firmes pour la réalisation des études pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un "**plan de renforcement des programmes de promotion de prévention et de contrôle des maladies**" au niveau des départements sanitaires du pays.

Cet appel d'offres est ouvert à tous les candidats des pays membres de la BID. L'Unité de Gestion et de Coordination du Programme (UGC) invite les candidates éligibles à présenter leurs requêtes sous enveloppes scellées.
Les candidats éligibles qui sont intéressés pourront obtenir à partir du 11 mai 2005 de 9h AM à 3h PM les documents d'appel d'offres en langue française suite à une demande écrite ou en se présentant en personne à l'adresse ci-dessous et moyennant le paiement d'une somme non remboursable de US$ 100 ou la contre valeur en gourdes au taux de référence de la Banque de la République d'Haïti (BRH) le jour de l'acquisition du document. La forme de paiement se fera par un chèque de Direction émis à l'ordre du "Projet MSPP/BID". Le document d'appel d'offres pourra aussi être envoyé par service courrier lequel devra être payé par la firme consultante. L'UGC n'endossera pas la responsabilité pour les dossiers perdus ou livrés tardivement.

Les soumissions tardives ne seront pas acceptées et seront retournées sans avoir été ouvertes. L'UGC décline toute responsabilité sur les soumissions qui ne seront pas reçues à l'adresse indiquée
Les enveloppes contenant les qualifications des firmes et les propositions financières seront ouvertes en "séance publique d'ouverture des offres" à 1h PM. le 22 juin 2005, en présence des soumissionnaires désirant y assister à l'adresse indiquée plus haut.
Pour la comparaison des requêtes de soumissions, uniquement seront utilisés les facteurs, méthodes et critères établis dans le document d'appel d'offres, critères de qualifications et d'évaluation, en conformité avec les dispositions spécifiques des instructions aux candidats.
Toute question relative au present Appel d'offres devra être soumisse par écrit à l'attention du Dr. Jean André à l'adresse ci-dessous.

Tous les candidats seront informés à temps des résultats de leur participation.
Les requêtes devront être remises à l'adresse ci-dessous avant ou au plus tard le 22 juin 2005 à 12h.

Projet MSPP/BID
Ancien local Hôpital Militaire
Rue Saint Honoré
Port-au-Prince, Haïti
Code Postal

LEGAL ANNOUNCEMENT OF BIDS
MIAMI-DADE COUNTY
MIAMI, FLORIDA

Miami-Dade County, Florida is announcing the availability of bids, which can be obtained through the Department of Procurement Management (DPM), from our Website: www.miamidade.gov/dpm. Vendors may choose to download the bid package(s), **free of charge**, from our Website under **"Solicitations Online".** Internet access is available at all branches of the Miami-Dade Public Library. It is recommended that vendors visit our Website on a weekly basis to view newly posted solicitations, addendums, revised bid opening dates and other information that may be subject to change.

Interested parties may also visit or call:

Miami-Dade County
Department of Procurement Management
Vendor Assistance Unit
111 NW 1st Street, 13th floor,
Miami, FL 33128
Phone Number: 305-375-5773

There is a nominal non-refundable fee for each bid package and an additional $5.00 handling charge for those vendors wishing to receive a paper copy of the bid package through the United States Postal Service.

These solicitations are subject to the **"Cone of Silence"** in accordance with County **Ordinance No. 98-106.**

Pour une praxis de libération conséquente autour d'un consensus national stratégique en Haïti

(suite de la page 11)

exécutif de facto est toujours entre les mains du duo Boniface-Latortue, en violation de la constitution de 1987 qui stipule qu' "en cas de vacance de la Présidence pour quelque cause que ce soit...[le] scrutin pour l'élection du nouveau Président pour un nouveau mandat de cinq (5) ans a lieu quarante-cinq (45) jours au moins et quatre-vingt- dix (90) jours au plus après l'ouverture de la vacance, conformément à la Constitution et à la Loi Électorale." Bien entendu, le *vrai* pouvoir de décision est exercé par une coalition des Nations-Unies, avec en chef de ligne les États-Unis et la France, suppléés par le Brésil, le Canada et l'Argentine, qui jouent ainsi le rôle de pays complices de l'*outsource* de l'interventionnisme musclé étatsunien.

Un an après le départ d'Aristide, les problèmes pour la résolution desquels on prétendait le sacrifier — soit la violence politique quotidienne, les abus des droits humains, la déviation autoritaire, etc. — ont empiré, la violence politique, socio-économique et existentielle demeurant un fait quotidien sans relâche, excepté que cette fois-ci ses victimes ne font pas la une des journaux occidentaux. Les prisons regorgent de ce que Amnesty International appelle les "prisonniers de conscience", majoritairement des partisans et sympathisants Lavalas, mais étant qualifiés de "terroristes" ou "bandits chimériques", personne dans l'Establishment bonne conscience n'en trouve à redire. Même l'emprisonnement illégal de l'ancien premier ministre d'Aristide, Yvon Neptune et son ministre de l'Intérieur Jocelerme Privert, recevait peu de couverture par la presse internationale, en tout cas pas avant que la grève de la faim de Neptune menaçait la pudeur chrétienne!

Il en résulte une réalité artificielle, réinventée. Aristide parti, ses "vis-à-vis", comme les appelle Jean-André Constant, se retrouvent en face d'eux-mêmes, démunis de projet national, suspicieux les uns envers les autres, affaiblis, fatalistes et impuissants devant les desiderata et demandes des puissances néo-colonialistes. Bref, Haïti est retournée à la case de départ.

Il avait fallu toute une révolution pour démanteler le régime esclavagiste colonialiste en Haïti. Il faudra rien de moins pour changer le présent système de protectorat néo-colonialiste. Il faut aussi que nous prenions l'opportunité de cet énième état de crise pour penser la conception du pouvoir, du partage de pouvoir et de la redistribution de la richesse nationale. Je dis *penser,* et non pas *repenser,* parce que, à ma connaissance, nous n'avions jamais développé une pensée rationnelle, systématique, du pouvoir politique en Haïti. Certes, des penseurs comme Jacques Roumain, Laënec Hurbon, Michel-Rolph Trouillot, Claude Moïse ou Robert Fatton, ont chacun analysé, d'une manière souvent didactique, la problématique du pouvoir prédateur en Haïti, mais ce qu'il manque c'est une analyse causale qui ne sert pas du colonialisme comme alibi, car, comme on l'a vu durant la crise aboutissant au renversement d'Aristide du 29 février 2004, la politique irréfléchie et autocratique de l'État central et le travail de sape de l'ennemi intérieur souvent précèdent l'intervention de l'ennemi extérieur…

A la lueur de l'aboutissement défavorable de la crise à l'encontre du camp Lavalas en février 2004, il n'est pas étonnant que celui-ci continue de s'organiser soit pour demander le retour du président constitutionnel, soit pour amener le parti à reprendre le pouvoir. De plus, les possibilités d'alliance conjoncturelle entre'les divers protagonistes sont infinies comme on l'a vu dans l'alliance de convenance entre les anciens militaires, les factions pro-FRAPH et les désenchantés du Lavalas au Cap-Haïtien et à Gonaïves avant le 29-février 2004. Une alliance entre ceux-ci et les résistants armés du Lavalas n'est donc pas à exclure, bien qu'elle doive être découragée. Leurs ennemis sont bien désignés d'avance: le régime de facto, les 184, la Plate-forme démocratique, la Minustah et les Franco-Étatsuniens. Naturellement, ceux-ci, à leur tour, ne se laisseront pas faire sans résister : ils organiseront leurs propres actions revanchardes, comme on l'a vu dans leur géniale action de déstabilisation contre Aristide. Ainsi de suite. Ils contrôlent le pouvoir à présent, et s'ils arrivaient à le perdre, on peut être sûr qu'ils rendront la vie difficile à leurs adversaires. Similairement, si les Lavalassiens reprennent le pouvoir dans les circonstances actuelles, on peut être non moins sûr qu'ils tireront revanche à leur tour.[2] Cette façon de faire a conditionné deux siècles d'histoire de l'Haïti indépendante. Tout indique que ça continuera aussi longtemps que les rancœurs, les intérêts claniques et les "comptes mal taillés" s'accumuleront sans être proprement adressés. Bref, c'est toute la classe politique qui est responsable de cet état de fait déplorable. Pas une malédiction du Ciel ou un groupe en particulier.

Un changement de mal en pis

Il y a une critique des États-Unis qui les admoneste pour n'avoir rien pour Haïti et pour n'être pas restés plus longtemps la deuxième fois qu'ils envahissaient Haïti en 1994. Malgré le semblant de "magnanimité" pro-haïtienne de cette critique, je la trouve fort naïve, insultante, sinon simplement raciste, pour impliquer, selon une prémisse néo-colonialiste, qu'il est du devoir des États-Unis de "faire quelque chose" pour Haïti, et qu'il faut que les Étatsuniens occupent physiquement le pays pour pouvoir l'aider. Tout d'abord, la raison pour laquelle l'administration Clinton n'avait pas aidé Haïti en 1994-95 n'a rien à voir à la durée de l'occupation; c'est simplement parce que cet objectif n'était pas part de son agenda, malgré la propagande officielle du contraire d'alors. Le motif de Clinton était'*"self-serving",* auto-intéressé.

En effet, au lendemain des fiascos successifs de la politique étrangère étatsunienne dans plusieurs pays et régions (Somalie, Irak, Iran, Palestine, etc.), l'administration Clinton cherchait un "succès" pour brandir comme un fleuron de la bonne marche de sa nouvelle politique étrangère. Haïti, et la laideur universellement réprobatoire des putschistes au pouvoir à Port-au-Prince, lui procuraient l'opportunité d'or de donner le change. Le bien-être d'Haïti en tant que tel n'était pas part du calcul. Et il n'en saurait en être autrement, étant donné que les intérêts de l'impérialisme sont, en principe et en fait, antinomiques à ceux des pays de la "périphérie". Comme nous le rappelle Noam Chomsky dans son texte "Haïti-USA" republié dans le présent numéro de *Tanbou,* au moment même où son administration dénonçait les exactions et crimes anti-démocratiques des putschistes à Port-au-Prince, Clinton "autorisait secrètement la Texaco Oil Company à transporter illégalement du pétrole à la junte, en violation des directives présidentielles".

(lire la suite au prochain numéro)

BE
BOBY Express Co.

Nou vle gate kliyan nou yo de jou en jou pi plis.

ATLANTA
1232 Moreland Ave, Suite A
Atlanta, GA 30016
Tel: (404)622-8787

BAHAMAS
E. Street Sawyer
Studio Blvd 2nd Floor
Nassau, Bahamas
Tel: (242)322-6047

BOYTON
544 E Gateway Blvd, Suite 3
Boyton Beach, Florida
Tel: (561)742-3046

CAMBRIDGE
300 Broadway
Cambridge, Mass 02139
Tel: (617)354-6448

CHURCH
2807 Church Ave.
Brooklyn, NW 11226
Tel: (718)693-3798

CONNECTICUT
953 Washington Blvd, Suite 1
Stamford, CT 06901
Tel: (203)324-2816

DELRAY BEACH
402 West Atlantic Ave
Delray Beach, Fl 33444
Tel: (561)265-2100

FLATBUSH
1161 Flatbush Ave.
Brooklyn N.W. 11226
Tel: (718)287-5295

FORT LAUDERDALE
8 West Sunrise Blvd
Ft. Lauderdale, Fl 33311
Tel: (954)524-1574

LAKE WORTH
330 S. Dixie Hwy, Suite 2
Lake Worth, Fl 33460
Tel: (561)585-1077

MATTAPAN
508 River Street
Mat. Mass. 02126
Tel: (617)298-9366

MIAMI
5401 N.W. 2nd Avenue
Miami, Fl 33137
Tel: (305)758-3278

NAPLES
506 11th Street
Naples, Fl 34102
Tel: (941)435-3994

NORTH MIAMI
629 NE 125th Street
N. Miami, Fl 33161
Tel: (305)892-6478

MIRAMAR N. DADE
19325 NW 2nd Avenue (441)
Miami, Fl 33169
Tel: (305)654-2800

MONTREAL
7177 Rue St Denis
Mont. QC H2R2E3
Tel: (514)270-5966

ORLANDO
2469 S. Orange Blossom Trail
Orlando, Fl 32805
Tel: (407)649-9896

POMPANO (1)
4857 N. Dixie Hwy
Pompano Bch, Fl 33064
Tel: (954)429-9552

POMPANO (2)
128 N. Flager Avenue
Pompano Bch, Fl 33060
Tel: (954)946-4469

QUEENS
159-35B Hillside Avenue
Jamaica N.Y. 11432
Tel: (718)523-9216

SPRING-VALLEY
South Main Street
S. Valley, NW 10977
Tel: (914)425-7747

WASHINGTON
835 Juniper Street NW
Wash D.C. 20012
Tel: (202)722-4925

WEST PALM BEACH
604 25th Street
W. Palm Beach Fl 33407
Tel: (561)655-4166

NEW JERSEY
152 Jefferson Ave
Elizabeth, NJ 07201
Tel: (908)354-1411

MONTREAL NORD
3820 Henri-Bourassa Est
Montréal, Canada
Tel:(514)852-9245

TURKS & CAICOS
Downtown Providenciales
Butterfield Plaza
Tel: (649)941-4172-4173

CENTRE VILLE
59 Rue Pavée
avant la Pharmacie Idéale
223-0865-223-0839
222-2704,221-8910, 221-1632

8772 NE 2 ème Avenue
Tél: 305 757 4915

FADKIKJ VARIETY STORE

LE MAGASIN POUR TOUTES LES OCCASIONS.
- Réception de paiement pour Bell South, FPL, GAZ, CABLE TV, BELL MOBILITY etc...etc...
- Connection téléphonique chez vous...

Ouvert 6 Jours par semaine: 8h30 am à 7h30 pm

- Parfums
- Cellulars & Beepers
- Souliers et Sandales
- Produits pour la cuisine
- Cadeaux
- Tableaux
- Moneygram
- Money Order
- CD's (compas, Racine, Evangélique, Zouk, Français, Américain)
- Video's (Haïtiens, Américains, Documentaires, Drams)
- Produits de beauté
- Produits pour cheveux

GRILLE DE PROGRAMME
Mélodie 103.3 fm

74 bis Rue Capois
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 221-8567 / 221-8568/ 221-8596 Fax: 221-0204/ 221-1323
e-mail: pub@haitienmarche.com URL: www.haitienmarche.com

Programmation

5h00 - 6h30 **Bon Réveil** en musique

6h30 - 7h00 **Au Pipirit chantant**
1er Journal créole de la journée avec Yves Paul Léandre

7h00 - 10h00 **Mélodie Matin avec Marcus**
Informations, Interviews, Anecdotes, Humour, Analyses
L'Editorial de Marcus
La Chronique au Quotidien avec Elsie
A Haute Voix avec Dominique Batraville
Les Sports avec Jacky Marc
Culture avec Claude Bernard Séran
Mélodie Matin chaque samedi est animée par Rapahël Féquière

10h00 - Midi **Le Disque de l'Auditeur**
animation: Jacques Lacour

12h00 - 12h15 **Le Midi**
Un résumé des Informations Locales et Nationales

12h15 - 2h00 **Lady Blues**
Jazz, Blues, Swing, Ragtime avec Elsie

2h00 - 3h00 **C'est si bon en chansons...**
Emission de Chansons Françaises

3h00 - 5h00 **Le Bon Vieux Temps**
Retro-Compas avec
Doc Daniel et Captain Bill

5h00 **Le Journal de 5 Hres**
6h Sport Actualités
avec Gilbert Leys,Gérald Alphonse, Mario Barreau et Ja cky Marc

7h00 - 8h30 **Amor y Sabor**
8h30 - 9h00 **Soir Informations**

10h00 **Notre Grand Concert**
(Lundi et Mercredi : L'heure classique)

Jazz at Ten (Mardi, Jeudi, Dimanche)
Jazz inspired : Judy Carmichael et ses invités

9h00 et au-delà **Cavaliers, prenez vos dames** (**Samedi**)
50 ans de Succès Populaires Haïtiens
Chaque Dimanche : 10h à Midi: Textes et Prétextes
avec Dominique Richez

En bref ... (suite de la page 2)

davantage d'éléments francophones ou créolophones dans le pays caraïbe, où le créole et le français sont les deux langues officielles.

Un membre du Conseil des sages exige une réévaluation du mandat de la Minustah en Haïti

HPN, 23 Mai - Anne-Marie Issa, membre du Conseil des sages et directrice de média, a exigé lundi une réévaluation du mandat de la mission onusienne de paix en Haïti, qu'elle accuse d'avoir d'autres intérêts que ceux de la population haïtienne.

" Il est impératif, voire urgent, que le mandat de la Minustah soit réévalué par le gouvernement ", a-t-elle indiqué lundi.

" Les intérêts de la Minustah ne sont pas ceux du peuple haïtien ", a-t-elle expliqué, ajoutant que la Mission des Nations unies en Haïti (Minustah) détenait " indiscutablement " son propre agenda.

Mme Issa a indiqué que le général brésilien Augusto Heleno Ribeiro, commandant militaire de la Minustah, " minimisait " les problèmes d'insécurité " auxquels toute la population est confrontée quotidiennement"", en"" accusant la presse de faire de la propagande " sur ce sujet.

En réaction à une comparaison du général brésilien, soulignant que les cas de kidnapping étaient courants au Brésil, la conseillère a déclaré que " nous n'avons pas cette culture " en Haïti.

Pas moins de 135 cas de kidnapping ont été signalés à la Mission de stabilisation des Nations unies en Haïti, pour les trois premières semaines d'avril uniquement.

Dans un rapport au Conseil de sécurité publié vendredi, le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan a proposé le renforcement de la force onusienne en Haïti et la reconduction de son mandat.

Situation toujours précaire pour les habitants de Fonds-Verrettes un an après les inondations meurtrières de mai 2004

Ce 23 mai ramenait le 1er anniversaire des inondations ayant ravagé la localité de Fonds-Verrettes. Plusieurs centaines de personnes avaient été tuées et des dégâts matériels considérables enregistrés. Un an après après ce drame, les nombreuses victimes sont toujours aux abois, en dépit des promesses faites. La relocalisation de la ville de Fonds-

(voir En bref / 20)

LE COIN DE MIAMI

(suite de la page 15)

Madame Marie Erlande Steril, entrent en fonctions ce mardi 24 Mai.

Comme successeur du maire sortant (Joseph "Joe" Celestin), Kevin Burns promet de travailler avec tous les groupes pour la bonne marche de la municipalité de North Miami.

Entre-temps, défaite du candidat haïtiano-américain Frantz Pierre au second tour des élections municipales à North Miami Beach.

EVENS HILAIRE

Moreau de Saint-Méry ...

(*Pages retrouvées* **... suite de la page 16)**

Grande-rivière par la rive gauche de celle-ci, un peu au dessous du pont de Vallière. (p. 948)

Au moyen d'un batardeau placé au bas de l'habitation Damien dans la Grande-rivière, et avec l'eau de la rivière des Orangers et des égouts d'habitations supérieures, on fournit à l'irrigation de plusieurs habitations, toutes belles, toutes productives, du canton des Varreux. (p. 948)

D'après les procès-verbaux de M. Petit, arpenteur général, et un jugement du tribunal terrien, du 5 Octobre 1786, la rivière la Boule est distribuée entre cinq habitations où elle arrose 532 carreaux et fait mouvoir deux moulins. (p. 948)

La rivière la Savoye arrose l'habitation Cazeaux et celle de Damien. (p. 948)

Des sources, qui sont formées, sans doute, des infiltrations des rivières principales, rang parmi lequel l'on devrait classer aussi les rivières des Orangers, de la Boule et de la Savoye, procurent en outre l'arrosement de quatre habitations, situées au Nord de la plaine. Ces sources, en coulant ensuite vers la mer, forment, dans la prolongation du lit de la rivière Blanche, la rivière du Boucan-Brou, dont les eaux d'une couleur rougeâtre et imprégnées d'un sel bitumeux, sont peu estimées. (pp. 948-949)

De l'Arrosement procuré par la Rivière du Galet ou du Fond-Parisien

Cette rivière part du Fond-Verrettes et se rend à l'étang saumâtre… Elle sert à sept habitations, dont trois sont des sucreries. (p. 949)

Le résultat de tous les travaux hydrauliques de la plaine du Cul-de-Sac, est que La Grande-rivière fournit de quoi arroser 7.988 carreaux; La rivière Blanche 4.959; La rivière Creuse 3.620. Et le reste des eaux 3.091.

Total 19.685 Carreaux.

Cependant il n'y a en réalité qu'environ 13.000 carreaux de terre de la plaine du Cul-de-Sac cultivés et arrosés, et cette plaine est composée de 30.800 carreaux, ou un peu plus de 26 lieues carrées. (p. 949)

DECES DE DOMINIQUE LEVANTI CORRESPONDANT DE L'AFP

Hommage de la classe politique et des médias haïtiens à Dominique Levanti

23 Mai - Le Premier ministre intérimaire haïtien Gérard Latortue, l'ensemble de la classe politique et des médias haïtiens ont rendu hommage lundi à Dominique Levanti, correspondant de l'AFP en Haïti depuis 34 ans, décédé samedi à l'âge de 64 ans des suites d'une longue maladie.

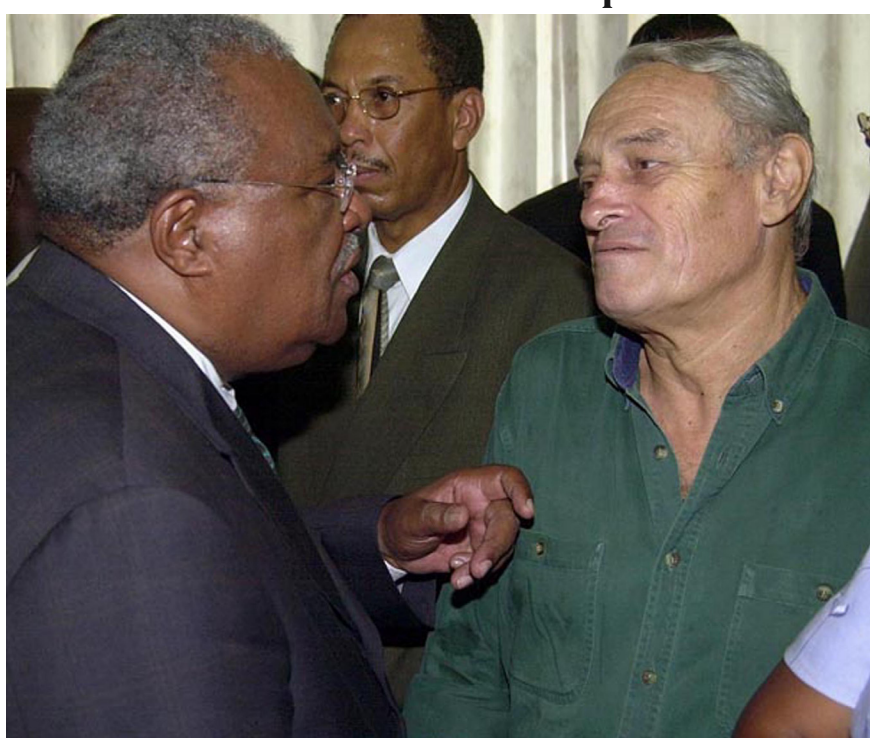
La mort de Dominique Levanti "est une mauvaise nouvelle pour Haïti, il était un vrai ami du pays et il y avait entre lui et moi des relations non seulement professionnelles mais personnelles", a déclaré M. Latortue sur une station de la capitale.

Les chefs de partis, de la gauche à la droite, ont également rendu hommage au journaliste.

Dans leurs journaux du matin, les radios de Port-au-Prince ainsi que des radios de la diaspora haïtienne, basées aux Etats-Unis, ont salué le professionnalisme d'un "Haïtien de coeur" qui était le "doyen" des journalistes en Haïti et un "modèle" ayant participé à la formation de nombreux journalistes dans l'île.

Les obsèques de Dominique Levanti doivent avoir lieu vendredi à Jacmel (sud) où il est décédé.

Haïti en Marche pleure la disparition d'un éminent confrère et d'un ami personnel



L'une des dernières photos du correspondant de l'AFP en Haïti en conversation avec le PM Gérard Latotue courtoisie T. Bélizaire

En bref ...

(suite de la page 18)

Verrettes promise par le gouvernement et la communauté internationale se fait toujours attendre.
A Mapou, une ville qui avait disparu sous les eaux et où près d'un millier de personnes avaient tropuvé la mort, les sinistrés continuent de dormir sous des tentes.
Les victimes des deux localités dénoncent cette situation et appellent les autorités à respecter leurs promesses

.

Intensification de la mobilisation en faveur de la baisse des prix du carburant et des produits de première nécessité

Un groupe de citoyens issus de différents secteurs de la vie nationale dont des syndicats d'enseignants, des organisations d'étudiants et de défenseurs des droits de l'homme, ont organisé le vendredi 20 mai un nouveau sit-in devant le ministère du Commerce et de l'Industrie, pour persuader les autorités intérimaires de la nécessité de baisser les prix des produits pétroliers et le coût de la vie. Le responsable de la Plate-forme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains (POHDH), Eliphète St-Pierre, qui participait au sit-in, a qualifié de démagogique le fait que les autorités aient décidé de réduire de seulement 3 gourdes le prix du gallon de gazoline et de 2 gourdes le prix du gasoil, alors qu'elles augmentent parallèlement le prix du kérosène. Selon Eliphète St-Pierre, cette mesure ne changera en rien la situation.

Perspectives de nouveaux rapatriements d'Haïtiens de la République Dominicaine

[AlterPresse] — Les autorités dominicaines ont annoncé pour bientôt d'autres opérations de rapatriement d'Haïtiens'" vivant illégalement en République Dominicaine ", selon des informations rapportées par la presse à Santo Domingo.
Le gouverneur de la province de Dajabon (Nord), Sonia Mateo, a déclaré le week-end dernier à l'agence espagnole de nouvelles EFE que les rapatriements reprendront dans les prochains jours, " parce que c'est un droit de l'État dominicain en tant que pays souverain ".
Selon Mateo, le gouvernement du président Leonel Fernandez a clairement établi que la présence des "sans papiers" haïtiens en république dominicaine doit être controlée.
Parallèlement, la presse dominicaine a fait état de considérations du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), jugeant que les Haïtiens sont victimes de discrimination raciale en République Dominicaine.
" Il existe un préjugé de couleur, qui s'exprime de manière très explicite au niveau de l'appareil d'Etat et de l'histoire dominicaine, contre les migrants haïtiens ", a fait savoir le PNUD, dans son rapport 2005 sur le développement humain en République Dominicaine.
De son coté, l'ambassadeur dominicain en Haïti, Jose Serulle Ramia, a plaidé le 21 mai en faveur d'une consolidation de la fraternité entre Haïti et la République Dominicaine. C'est le meilleur moyen de faire face aux problèmes communs et de les dépasser, a indiqué le diplomate, suivant des propos rapportés par le quotidien El Caribe.
Serulle Ramia a souligné l'attitude cordiale des Haïtiens vis-à-vis des dominicains vivant en Haïti. " Nous n'avons jamais reçu de plaintes de dominicains résidant en Haïti à propos de représailles de la part des Haïtiens ", a souligné le diplomate dominicain. " L'attitude du gouvernement Haïtien est très solidaire envers la République Dominicaine " a-t-il ajouté.

Situation difficile pour les déportés de la République Dominicaine

Les haïtiens rapatriés la semaine dernière de la République Dominicaine, ont dénoncé les mauvais traitements qu'ils ont subis de la part des soldats dominicains, au moment des opérations de refoulement.
"Nous avons été contraints de laisser en république voisine nos proches et des biens accumulés pendant près de 20 ans de travail", se sont plaints ces rapatriés, déplorant que les militaires dominicains ne leur aient même pas laissé le temps de récupérer leurs effets les plus importants.
Ces rapatriés ont fait savoir qu'ils sont déterminés à retourner en République Dominicaine en vue de récupérer leurs biens.
Parmi les personnes déportées figuraient des étudiants, des enfants nés en république dominicaine, des haïtiens disposant de documents légaux ainsi que des citoyens dominicains.

CAM

ADOMI PURCHASING AGENCY

Tél.: 786-457-8830
Fax: 305 754-0979
e-mail: pasacalia@aol.com

Pour tous vos achats
= Matériaux de construction
= Pièces de voiture / camion
= Equipement médical

Par avion ou par bateau au choix